

SOMMET DE RYAD ET CONFLIT ISRAËLO-ARABE A moins d'un sursaut !

Lire l'article de Ghania OUKAZI page 4



ENTRETIEN



LE PSYCHIATRE-ADDICTOLOGUE
AMINE BENYAMINA AU **Le Quotidien**

«Je ne suis pas de ceux
qui piétinent leur diplôme
algérien une fois arrivés là-bas»

Propos recueillis par Houari SAAÏDIA P.11 & P.12

CONSEIL
DES MINISTRES
**Le dossier
des titulaires
de magistère
et de doctorat
au menu** P. 3



**Pluies sur
plusieurs
wilayas de
l'est et du
sud du pays** P. 2



**ALGER
La police libère
un enfant
enlevé par
une bande de
malfaiteurs** P. 4

**BLIDA
COLLISION
ENTRE UN BUS
ET UN VÉHICULE
LÉGER, 2 MORTS**

P. 4

Régions enclavées Lorsque la couverture sanitaire fait défaut



M. Aziza

Quand on parle de désert médical ou de manque de médecins spécialistes dans le sud du pays et les autres régions enclavées, ou ce qui est appelé aujourd'hui les zones d'ombre, l'on pense directement au secteur public, or que la rareté du personnel médical spécialisé concerne également le secteur privé.

C'est d'ailleurs ce qui a été soulevé par les membres de l'association «Idrak», lors d'une campagne de sensibilisation, de dépistage et de consultation organisée par les laboratoires Frater Razès au profit de citoyens dans la région de Ben Srou et Boussaâda dans la wilaya de M'sila. Une opération de «solidarité» assurée par 11 spécialistes en urologie venant de différentes villes du pays. Et pas moins de 430 personnes ont bénéficié d'un diagnostic et de traitement gratuit. Certains patients ayant connu des complications de leur pathologie, souvent par manque de suivi médical, ont été orientés vers des structures médicales en dehors de leur wilaya respective.

L'opération s'est déroulée le premier jour au niveau de l'établissement hospitalier public de Ben Srou, dans lequel 250 patients étaient inscrits sur ses listes. Le deuxième jour, elle s'est déroulée au niveau de l'établissement hospitalier public (EPH Boussaâda) où 180 patients étaient inscrits sur la liste d'examen.

Le président de l'association «Idrak», Zakaria Ben Saadoune, a affirmé à des représentants de la presse qui ont accompagné le week-end passé la caravane, que des opérations du genre sont très bénéfiques et assurent un grand soutien aux patients, notamment dans les régions qui manquent de médecins spécialistes, en citant l'exemple des médecins spécialisés en urologie. Et d'affirmer que la wilaya de M'sila compte seulement deux urologues, sans parler, dit-il, du manque en

médecins spécialistes comme l'ophtalmologie et la gynécologie, la cardiologie ainsi que d'autres spécialités. Il précise que la rareté des médecins spécialistes est à la fois dans le secteur public et le secteur privé.

Et de souligner que ces régions n'attirent pas les professionnels de la santé et même les jeunes diplômés ne sont pas très motivés pour aller travailler dans les régions reculées. Les spécialistes, que ce soit dans le secteur privé ou public, préfèrent les endroits attractifs, notamment les villes, qui disposent de plusieurs structures de santé, des laboratoires d'analyses, des centres d'imagerie médicale et une population importante affiliée à la sécurité sociale. Autrement dit, dans ces régions enclavées, les structures et les services de santé sont rares et éloignés des patients, ce qui ne permet pas un maillage territorial sanitaire démarrant le plus le privé. Certains patients, dit-il, par manque de moyens financiers et parfois pour un problème de distance abandonnent souvent les soins ou le suivi médical.

D'ailleurs, les médecins spécialistes qui ont consulté les patients et les citoyens de cette région ont découvert de nombreuses maladies des voies urinaires, au premier rang, l'hyperplasie bénigne de la prostate et les calculs dans la vessie et les reins. Affirmant que certains sont à un stade avancé de la maladie voire aux stades des complications, notamment des cancers de la prostate. Pourtant, cela aurait pu être évité si le diagnostic et la prise en charge ainsi que le suivi médical étaient assurés à temps.

Le président de l'association a affirmé que cette caravane a été initiée par les membres de l'association en coordination avec les laboratoires Frater Razès et les autorités locales qui assurent toutes les facilités possibles pour ce genre d'initiative. Et d'ajouter que cette action a été réalisée avec la participation d'étudiants en médecine de diverses wilayas et spécialités membres de l'association.

Des académiciens nigériens en visite en Algérie

Une importante délégation de l'institut national des études politiques et stratégiques du Nigeria (NIPSS) est arrivée dimanche à Alger dans le cadre d'une visite en Algérie qui s'étalera jusqu'au 21 mai courant, avec au menu la visite d'infrastructures et de projets dans plusieurs wilayas du pays ainsi que des conférences sur des thèmes liés à l'industrie, l'énergie et l'environnement.

La délégation nigérienne a été accueillie à son arrivée à l'aéroport international Houari-Boumediène par le chef de département des relations internationales et de défense à

l'Institut national d'études de stratégie globale (INESG), M. Belala Abdeldjalil et le sous-directeur chargé de l'Afrique occidentale et Centrale au ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger M. Farouk Boumaza.

La délégation s'est rendue hier à la raffinerie de pétrole de Sidi Rezine à Alger pour visiter les infrastructures de ce site énergétique.

A noter que tout au long de son séjour en Algérie, la délégation nigérienne se rendra dans plus de 40 sites répartis sur 11 wilayas (Alger, Oran, Laghouat, Timimoun, Ou-

gla, Constantine, Skikda, Annaba, Sétif, Ghardaïa et Bejaïa), afin de visiter différentes infrastructures et projets industriels et énergétiques, des sites relevant du domaine de l'agriculture et de l'industrie pharmaceutique, mais aussi des instituts de formation et autres centres de recherche.

Cette visite qui constitue une opportunité idoine d'échange de vues et d'expériences entre la délégation nigérienne et les responsables et experts algériens entre dans le cadre du renforcement de la coopération entre les deux pays, marquée par d'importants projets initiés conjointement.

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

A quand le déploiement de la 5G en Algérie ? La question est absente du débat

Manque de visibilité

cette technologie, avait-il laissé entendre. Cette technologie sera lancée « dès que cela sera opportun et pertinent », avait-il indiqué concernant la date de sa mise en service.

public. Même avec un nombre d'abonnés à la téléphonie mobile atteignant les 49 millions au 31 décembre 2022, les Algériens cherchent, certes, l'amélioration des services dans ce domaine, notamment l'amélioration du débit Internet, objet de critiques d'internautes, mais la 5G ne semble pas faire partie de leurs préoccupations majeures. Idem pour les autorités, qui ont bien renforcé l'infrastructure nationale de fibre optique, mais qui ne semblent pas pressées de déployer cette 5^e génération de technologie de réseau mobile. Dans la dernière déclaration portant sur le sujet, qui remonte à l'an passé, le ministre de la Poste et des Télécommunications n'a pas livré trop de précisions sur le sujet. Il avait reconnu que la 5G est « un axe important » sur lequel se penche son département, tout en relevant qu'il y a « différents aspects pour préparer la 5G », dont celui de la préparation des bandes de fréquences qui vont permettre de déployer cette technologie. Sur ce plan, il a affirmé qu'on a bien avancé, mais au-delà des fréquences, il existe d'autres exigences qu'il faut maîtriser, avait-il expliqué, dont l'amplification de sites, afin d'avoir un réseau plus dense. Cette tâche nécessite aussi des préparatifs en concertation et en coordination avec d'autres départements pour qu'en milieu urbain on puisse être prêts à déployer

la 5G, ou qui n'en veulent carrément pas, à cause de sa sensibilité aux cyber-menaces ou de risques sur la santé ? Ou pense-t-on encore qu'il faut d'abord offrir une bonne 4G avant d'aller vers d'autres générations ? Les autorités n'ont jamais objecté une quelconque opposition à la 5G, mais ce qui suscite tant d'ambiguïté c'est le manque de visibilité sur ce plan.

Pourtant, ce niveau pourrait booster le débit Internet et répondre à la demande des millions d'abonnés, surtout les startups, qui ont grand besoin de cette technologie dans leur business. Les autorités ont axé leurs efforts sur l'amélioration du débit Internet à travers la fibre optique pour l'ADSL et les opérateurs de la téléphonie mobile ont également tout fait pour améliorer le débit Internet à travers la 3G/4G, non sans se préparer à la 5G. Etant convaincus que c'est un prolongement naturel de leurs activités, les opérateurs ont entamé, depuis quelques mois, des tests 5G, et ils ont, en 2021, déjà, demandé aux autorités de garantir une certaine visibilité sur la question de la 5G afin de leur permettre de planifier leurs investissements. Nous sommes en 2023, et rien à l'horizon. L'Algérie fait-elle partie des pays réticents face au déploiement de la 5G, ou qui n'en veulent carrément pas, à cause de sa sensibilité aux cyber-menaces ou de risques sur la santé ? Ou pense-t-on encore qu'il faut d'abord offrir une bonne 4G avant d'aller vers d'autres générations ? Les autorités n'ont jamais objecté une quelconque opposition à la 5G, mais ce qui suscite tant d'ambiguïté c'est le manque de visibilité sur ce plan.

Pluies sur plusieurs wilayas de l'est et du sud du pays

Des pluies, parfois sous forme d'averses orageuses et accompagnées de chutes de grêle par endroits, affectent, depuis hier dimanche, plusieurs wilayas de l'est et du sud du pays, indique un bulletin météorologique spécial (BMS) émis par les services de l'Office national de la météorologie.

Ce BMS, de niveau de vigilance orange, concerne les

wilayas de Béjaïa, Jijel, Skikda, Annaba, El-Tarf, Guelma, Souk-Ahras, Constantine, Mila, Sétif, Batna, Oum El-Bouaghi, Khenchela et Tébessa, précise la même source.

Les quantités de pluies attendues sont estimées entre 20 et 40 mm, pouvant atteindre ou dépasser localement 50 mm, durant la validité du BMS, en cours jus-

qu'à aujourd'hui lundi à 12h00. Sont également concernées les wilayas de Biskra, El M'ghair, Touggourt et El Oued. Les quantités de pluies prévues, oscillent entre 20 et 40 mm pendant la validité du BMS, qui court de dimanche à 21h00 à lundi à 09h00.

Des rafales de vent sous orages sont également prévues durant cette période, selon le bulletin.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél. : 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57
Pub Tél. : 021. 64.96.44

Rédaction Constantinoise
Tél. : 031.92.12.11
Fax : 031.92.12.22

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est : SO.DI. PRESSE

Le DG de la CNMA L'industrie des assurances face aux défis de la sécurité alimentaire

R. N.

L'Algérie va abriter la 49^e Conférence et Assemblée générale de l'Organisation africaine des Assurances (OAA), du 27 au 30 mai à Alger. De nombreux spécialistes et experts de l'assurance et de la réassurance internationale prendront part à la thématique de la contribution de l'industrie des assurances face aux défis de la Sécurité alimentaire», a annoncé hier Chérif Benhabib, directeur général de la Caisse nationale de la mutualité agricole (CNMA), sur les ondes de la radio nationale Chaîne 3.

«Je reste persuadé que les experts vont apporter de réelles solutions financières pour que les agriculteurs puissent se protéger comme il se doit face aux problèmes de l'aléa climatique afin de sécuriser leurs revenus, mais également participer à un développement durable», ajoute l'intervenant.

Selon M. Benhabib, les acteurs du secteur «ont toujours milité pour mettre les assurances comme un acteur économique pour sécuriser et pour être intégré dans les politiques agricoles». Le même intervenant pense qu'il est temps d'intégrer la gestion des risques climatiques dans les politiques agricoles. «Nous devons donner à l'Assurance agricole toute sa dimension et son rôle dans les programmes. Malheureusement, si on analyse un peu les chiffres, on constate la faible contribution de l'Assurance dans l'économie africaine. Pour donner une idée sur cette contribution, le chiffre d'affaires dans l'économie africaine se situe entre 60 et 62 milliards de dollars, ce qui représente à peine 2,5% dans le PIB du continent», ajoute M. Benhabib, précisant aussi que la part du marché des Assurances dans l'économie algérienne est aussi «très faible».

Le DG de la CNMA rappelle

aussi que «l'Assurance agricole ne concerne pas seulement les compagnies d'assurance». «C'est l'ensemble des acteurs qui doivent aussi s'impliquer, fortement, pour développer cette assurance. Nous sommes face à des risques climatiques importants, et nous voyons tous les dégâts qui peuvent être occasionnés (sécheresse, inondations...). Les premiers à subir ce sont les agriculteurs, notamment les petits et moyens agriculteurs qui restent très vulnérables aux effets des risques climatiques qui les placent dans une spirale d'endettement assez problématique».

Sur le plan national, le DG de la CNMA appelle à aller «vers une logique économique» pour «sortir de cette logique d'aide et de subvention». «Il faut aussi mettre en place un dispositif des calamités. Car l'assurance agricole ne peut pas être commercialisée comme une assurance classique. Elle obéit à d'autres critères», dit-il.

Il explique qu'il n'y a pas d'assurance «sécheresse». Il y a ce qu'on appelle des «assurances perte de rendement dues à des événements bien précis, comme le déficit pluviométrique et d'autres phénomènes». «Il faudra passer d'une agriculture pluviale à une agriculture irriguée», précise l'intervenant.

Rappelons que, selon le programme de la 49^e Conférence OAA, les participants seront appelés à élaborer une «feuille de route» et «créer des partenariats» avec d'autres organisations, comme la Conférence des Nations unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), l'Organisation internationale du Travail (OIT) et l'«Access to Insurance Initiative».

A l'ordre du jour de cette rencontre également, les «requêtes du secteur auprès des décideurs politiques, des gouvernements et d'autres parties prenantes, afin de leur présenter les nombreux avantages de l'Assurance en Afrique».

Conseil des ministres Le dossier des titulaires de magistère et de doctorat au menu



Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune a présidé, hier dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée au projet de loi relatif aux forêts et aux richesses forestières et à des exposés relatifs à plusieurs secteurs, indique un

communiqué de la Présidence de la République.

«Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, président, en ce moment, une réunion du Conseil des ministres consacrée au projet de loi relatif aux forêts et aux richesses forestières, et à des ex-

posés sur la réforme de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANA-DE), les dispositions relatives aux titulaires de diplômes de magistère et de doctorat au titre l'exercice 2023, l'état et perspectives des Ecoles supérieures de l'enseignement supérieur et le secteur des mines», lit-on dans le communiqué.

Raïna
Raïkoum

El-Houari Dirmi

L'indécrottable Parle-
ment européen (PE),
qui ne veut toujours
pas oublier l'Algérie,
vient de commettre une autre

résolution, ou plutôt un autre «dérapage contrôlé» sur la sempiternelle question de la liberté d'expression dans notre pays. Partis et personnalités politiques, associations et médias, des réactions et condamnations en cascade ont suivi l'«oukase» de l'aréopage luxembourgeois, encore empêtré dans un gros scandale de corruption.

Pour cacher la poussière sous le tapis, le supposé organe législatif de l'Union européenne se défait sur l'Algérie pour s'imposer comme tuteur d'un Etat libre, indépendant et souverain dans ses décisions. Au lieu de balayer devant sa porte, le PE a poussé l'outrecuidance jusqu'à réclamer une révision du code pénal algérien, dont certaines dispositions qui ont trait à la sécurité, «sont utilisées pour criminaliser la liberté d'expression». Les eurodéputés, qui doivent chercher des poux dans leurs têtes, appellent même les autorités algériennes à «aligner les lois restreignant la liberté d'expression sur les normes internationales en matière de droits de l'homme». C'est que le PE qui ne braque jamais ses yeux ailleurs... sauf sur l'Algérie, gagnerait à apprendre l'une des règles primaires de la bienséance: ne pas parler quand

**L'indécrottable
Parlement européen !**

on a la bouche pleine !

Oui messieurs les eurodéputés, cherchez bien dans les travées de votre hémicycle luxembourgeois pour

trouver de quoi l'on vous accuse... «L'Algérie qui a su construire une expérience démocratique réfractaire aux agendas immondes, a réagi le Conseil supérieur de la jeunesse, relayé par l'Union nationale des journalistes et médias algériens qui a dénoncé, vigoureusement, la teneur du communiqué du Parlement européen, qui vise «à désinformer l'opinion publique en fournissant des informations erronées loin de la réalité». L'attitude, ouvertement belliqueuse de l'institution transeuropéenne qui fait dans un lobbying scatologique, ne dérange en rien l'Algérie qui avance à pas résolus vers un avenir meilleur. Il n'est pire aveugle que celui qui ne veut rien voir ! Comme pour provoquer un faux contre-feu pour masquer la faillite morale avérée d'une institution prise de vitesse par le temps qui file et les bouleversements géopolitiques qui donnent la pétoche, le Parlement européen multiplie ses offensives médiatiques contre l'Algérie pour se donner «bonne conscience» ! Que la situation en Algérie soit une affaire qui concerne les Algériennes et les Algériens seuls, tout le monde n'est pas dupe que le PE fait dans le mercenariat et dévoile ouvertement son agenda du chaos provoqué. Fakou !

Union interparlementaire arabe Rejet de la résolution du Parlement européen sur l'Algérie

L'Union interparlementaire arabe (UIPA) a exprimé son indignation et son rejet de la résolution du Parlement européen (PE) sur la liberté d'expression et de la presse en Algérie, et les informations fallacieuses qu'elle contient et qui visent à saper les réalisations de l'Algérie dans les fora régionaux et internationaux, mettant en garde contre les conséquences de ce chantage politique et de ces tentatives d'altération des faits.

"A la lumière des communiqués politiques erronés publiés par le PE contre les pays arabes qui rejettent le principe de tutelle et les diktats, relevant d'une ingérence flagrante dans leurs affaires internes, notamment son dernier communiqué sur la liberté de la pres-

se et d'expression en Algérie, l'UIPA exprime son indignation et son rejet catégorique de la résolution du PE et des informations fallacieuses qu'elle contient, visant à ternir l'image de l'Algérie et à saper les réalisations de ses institutions constitutionnelles et des droits de l'Homme", lit-on dans un communiqué très ferme rendu public par l'UIPA.

L'Union interparlementaire arabe "met en garde contre les conséquences de ce chantage politique et ces tentatives flagrantes et honteuses d'altération des faits menées par l'Union européenne (UE) au vu et au su de tous les pays du monde", ajoute la même source.

Elle a souligné son rejet catégorique de

l'immixtion du PE dans les affaires internes des pays indépendants et souverains, et de la politique de deux poids deux mesures, en prétextant un intérêt pour les droits de l'homme dans certains pays arabes, alors qu'il ferme les yeux sur les agressions sionistes barbares contre les citoyens et leurs droits légitimes en Palestine et dans d'autres pays vulnérables.

L'UIPA a appelé dans son communiqué le Parlement européen "à revenir sur la voie de la raison et de la crédibilité et ne pas se laisser entraîner par certains de ses membres qui ont vendu leur conscience contre des intérêts personnels", relevant que "l'Algérie, pays frère, a franchi des pas importants pour l'ins-

tauration d'un Etat de droit et de justice".

L'UIPA a exprimé sa "solidarité et son soutien à l'Algérie, pays frère, ainsi que son appui à son plan d'action arabe et national et à toutes les stratégies et initiatives lancées dans divers domaines pour la promotion des droits de l'homme dans tous les volets politique, économique et social", souhaitant au peuple algérien "davantage de prospérité et de progrès dans tous les domaines dont la liberté de la presse et la liberté d'expression loin des surenchères et informations fallacieuses du PE et de sa politique flagrante et répréhensible visant à saper les réalisations de l'Algérie dans les différents fora régionaux et internationaux".

Sommet de Ryad et conflit israélo-arabe A moins d'un sursaut !

Pendant que Ryad adresse des invitations aux chefs d'Etat et souverains arabes pour le Sommet de la Ligue des Etats arabes devant se tenir vendredi prochain, l'entité sioniste bombarde Ghaza, tue les Palestiniens et effectue des raids sur la Syrie.



Ghania Oukazi

Ce sont les ambassadeurs d'Arabie Saoudite en poste dans les Etats membres de la Ligue arabe qui ont été chargés de remettre les invitations aux présidents et souverains arabes pour assister à la 32^{ème} session du Sommet arabe qui se tiendra vendredi 19 mai prochain. Le président syrien, Bachar Al Assad l'a reçue par les mains de l'ambassadeur saoudien en poste à Amman, capitale du royaume de Jordanie. C'est dire que depuis douze ans, ses représentations diplomatiques ont été totalement exclues des pays arabes excepté de l'Algérie qui a toujours rejeté cet état de fait que les Occidentaux ont imposé aux Arabes pour esseuler Al Assad et le faire tomber facilement par ses antagonistes surgis presque du néant politique syrien. Pourtant, la Syrie n'a pas été seule face à un sort fomenté de décomposition de ses forces politiques et de son pouvoir en place. Les ingérences sur ses territoires en premier, celles d'Etats arabes, ont été d'une férocité sans pareille avec le seul objectif de faire abdiquer Al Assad pour précipiter sa chute. Il n'en a été rien à ce jour. Mais le désastre dans son pays est total. Bien qu'il soit toujours aux commandes de la Syrie, Al Assad se retrouve à la tête d'un pays fragilisé, décomposé, dangereusement divisé, une économie déstructurée, des infrastructures de base et des habitations en décombres, des castes sociales ébranlées et appauvries, le tout sur fond de milliers de morts, de blessés, de traumatisés. C'est donc cette Syrie qu'Al Assad représentera à Ryad en se rasseyant sur le siège de la Ligue des Etats arabes ayant été privée pendant de longues années alors qu'elle en a été membre fondateur.

LE RETOUR D'UNE SYRIE DÉCOMPOSÉE

Il faut admettre que ce retour de la Syrie, même dans un tel état de décomposition, n'arrange pas tous les Etats arabes. Certains, en tête le Qatar, se sont jurés de ne pas s'engager avec elle dans des relations diplomatiques. D'autres, comme lui, ont d'ores et déjà avancé des conditions draconiennes sur l'échiquier de cette réconciliation qui craint de voler en éclat avant même d'être consolidée. Le roi Mohamed Ben Salmen a été obligé de redoubler d'efforts pour la faire accepter par ses pairs du Conseil de coopération du Golfe (CCG) «quitte plus tard à dérouler des feuilles de route qu'ils risqueraient d'imposer à Al Assad», pensent les observateurs. Cette autre forme d'ingérence dans les affaires internes de la Syrie met à mal toute revendication exigeant de l'Occident de «laisser les

Arabes gérer leurs affaires tout seuls». Les Etats-Unis ont d'ailleurs déroulé leur agenda que certains monarques du Golfe se sont déjà engagés à imposer à Al Assad. Il est vrai que les efforts de l'Algérie en faveur de cette réadmission de la Syrie au sein de la Ligue des Etats arabes n'ont pas été vains mais elle doit certainement se préparer à défendre la position d'un «siège» qui est loin d'être confortable. Alger a déjà peiné pour en faire admettre le principe et elle devra s'attendre à d'autres levées de boucliers pour faire accepter le droit de la Syrie «à la parole». La décision de Ryad d'inviter Al Assad à son conclave du 19 mai prochain a été, faut-il le rappeler, renforcée par l'accord qu'elle a paraphé avec l'Iran dont les clauses n'ont certes pas été rendues publiques mais l'obligation de résoudre la crise en Syrie y figure en évidence. Pas seulement, le conflit israélo-arabe pèse de tout son poids dans cet accord en raison des ingérences iraniennes au Moyen-Orient, en Irak, en Palestine occupée, au Yémen, au Liban, au sein des factions palestiniennes et leurs mouvements armés.

«IL FAUT UN SEUL POINT À L'ORDRE DU JOUR: LE CONFLIT ISRAËLO-ARABE»

Avec ça, si tout se met en place à Ryad pour accueillir le Sommet arabe, les territoires occupés subissent les affres d'une guerre sioniste dont les architectes, comme toujours, ne reculent devant rien. C'est à peine si hier Israël a daigné faire taire les armes quelques instants pour faire mine d'accepter un cessez-le-feu que l'Egypte aurait négocié avec le Djihad islamique. Contre quoi ? «L'arrêt de l'envoi de ses missiles sur Tel-Aviv» mais dont la majorité est interceptée par ses boucliers de défense. En position de légitime défense, le Djihad islamique se fait taper le premier sur les doigts et pousse les responsables israéliens à menacer davantage les Palestiniens de représailles au cas où un seul missile est lancé en direction de leurs quartiers. Cette faible riposte d'un mouvement palestinien «armé» avec les moyens de bord, contre des bombardements sionistes de dernière génération sur Ghaza a quand même poussé plus de quatre millions d'Israéliens à se terrer dans des refuges souterrains depuis plus d'une semaine. Mais en face, dans les territoires occupés, les Palestiniens enterrent leurs nombreux morts, sortent leurs blessés de sous les décombres et attendent des aides humanitaires qui leur sont difficilement acheminées en raison de la fermeture par Israël des points frontaliers, air, mer, terre. Les travailleurs palestiniens

n'ont pas encore eu d'accord pour reprendre la pêche dans les eaux de Ghaza ou vendre leurs récoltes de diverses cultures dans les régions limitrophes. C'est à se demander à quoi servirait un (autre) Sommet arabe face à ces conditions catastrophiques dans lesquelles vit le peuple palestinien depuis toujours et le retour d'une Syrie toujours amputée de son Golan fertile qu'Israël occupe au mépris de toutes les résolutions onusiennes et du droit international. A moins que «son ordre du jour reposera uniquement sur un seul point : le conflit israélo-arabe et des décisions fermes pour sa résolution», estiment des analystes.

«LE TEMPS DES SLOGANS ET DES DISCOURS EST RÉVOLU»

«Si le peuple palestinien veut la victoire contre l'entité sioniste, il doit prendre exemple de la révolution du peuple algérien pour son indépendance, il doit faire un choix, loin des discours et des slogans », avait déclaré le président du Haut Conseil islamique, Bouabdallah Ghoulamallah, un jeudi ramadanese juste avant El Iftar, au siège de l'ambassade de la République islamique d'Iran qui célébrait la Journée internationale d'El Qods décrétée par Al Khomeiny pour être célébrée chaque dernier vendredi de Ramadhan. « El Qods aujourd'hui est sous état de siège, elle est encerclée par des ennemis qui n'ont pas de semblables parmi les pays colonisateurs excepté celui qui a colonisé l'Algérie », a souligné Ghoulamallah. Pour lui, «le temps des discours et des slogans est révolu, ne reste pour les Palestiniens que l'action armée». Le président du HCI n'a pas mâché ses mots pour appeler les Palestiniens à prendre les armes et combattre le colonisateur sioniste.

Au-delà des discours et des slogans prononcés en de pareilles occasions, le Sommet de Ryad, comme tous ceux qui l'ont précédé, ne votera certainement pas une résolution pour la reconstitution d'une force politique arabe pourvoyeuse de fonds et d'armes pour les causes légitimes, à l'exemple de celle incarnée par le Front du refus (djabhat essoumoud oua tassadi) que composaient l'Algérie, la Syrie, l'Iran et d'autres pays arabes. Les Occidentaux ont pris le soin de tout démanteler pour ne pas permettre une aussi belle entreprise. A moins d'un sursaut jusque-là impossible que les pays (re)connus pour leur courage et leur fierté, comme l'Algérie, oseraient faire admettre même si beaucoup qui seront assis à la même table que le président Tebboune, ont vendus leurs âmes au diable en normalisant leurs relations avec l'entité sioniste.

Alger La police libère un enfant enlevé par une bande de malfaiteurs

Les éléments de la sûreté relevant de la circonscription administrative de Hussein Dey (Alger), ont libéré un enfant enlevé et séquestré par une bande de malfaiteurs, indique dimanche un communiqué des services de la Sûreté d'Alger. «Les services de la Sûreté relevant de la circonscription administrative d'Hussein Dey ont reçu, au cours de la semaine dernière au niveau de la 4^e sûreté urbaine de Kouba, une plainte déposée par un couple signalant l'enlèvement de leur enfant âgé de 2 ans par des inconnus». «Les recherches et les investigations ont immédiatement été lancées par les mêmes services», précise le communiqué. «Les éléments de la police ont identifié une vidéo au niveau d'une rue à Kouba, montrant un enfant en train de se débattre, dans les bras d'une femme qui tentait d'arrêter un taxi», précise la même source soulignant que «toutes les équipes en alerte ont reçu le signal de cette femme, avant de l'arrêter le même jour et de la transférer au siège de sûreté de la circonscription administrative de Hussein Dey pour enquête».

L'enquête a révélé l'existence de deux autres individus impliqués dans l'affaire, en l'occurrence, le frère de la mise en cause et son épouse, qui séquestraient l'enfant dans leur domicile, indique la même source, ajoutant que la police judiciaire, «et après localisation de l'enfant, a soumis au Parquet compétent une demande d'autorisation d'extension du territoire de compétence judiciaire pour se rendre au domicile des acolytes qui ont été arrêtés». Après parachèvement des procédures légales en vigueur, les membres du réseau criminel ont été présentés devant le Parquet territorialement compétent pour «constitution d'une bande de malfaiteurs et enlèvement d'enfant». Le juge d'instruction a ordonné le placement des mis en cause en détention provisoire.

Ouargla Peine capitale et perpétuité pour homicide volontaire

La peine capitale à la réclusion à perpétuité ont été prononcées, dimanche en session, par le Tribunal criminel près la Cour d'Ouargla à l'encontre de deux individus pour homicide volontaire avec préméditation contre la victime H.B âgée d'une vingtaine d'années.

Selon le déroulement du procès, l'affaire remonte au mois de mai 2021 lorsqu'une altercation s'est produite entre la victime (H.B) et l'auteur du crime (H.H, 20 ans) et son acolyte (J.H, 24 ans) qui ont asséné, à l'aide d'une arme blanche, plusieurs coups à différents points du corps de la victime avant de prendre la fuite. Le représentant du ministère public a requis, dans cette affaire, la peine capitale contre les auteurs de ce crime prémédité.

Blida Collision entre un bus et un véhicule léger, 2 morts

Deux personnes ont trouvé la mort samedi à Blida suite à une collision entre un véhicule léger et un bus de transport de voyageurs, a-t-on appris des services de la Direction de wilaya de la protection civile.

L'accident s'est produit suite à une collision entre un véhicule touristique et un bus de transport de voyageurs, à la cité «Fettal» dans la commune de Soumâa. Il a causé la mort, sur place, de deux personnes, a-t-on ajouté de même source. Les éléments de la protection civile sont intervenus pour l'évacuation des dépouilles des victimes à la morgue de l'hôpital Frantz Fanon, a-t-on signalé. Une enquête a été ouverte par les services sécuritaires compétents pour déterminer les circonstances exactes de cet accident.

Sétif Un mort et 8 blessés dans un accident de la route

Une (1) personne a trouvé la mort et huit (8) autres ont été blessées dans un accident de la circulation survenu dimanche sur le chemin de wilaya CW 171 au lieu-dit El Guettar dans la commune d'Ain Lahdjar (Sud de Sétif), apprend-on des services de la protection civile.

L'accident est dû à une collision entre deux véhicules, occasionnant la mort sur place d'un des conducteurs âgé de 48 ans et faisant huit blessés, tous des hommes âgés entre 45 et 62 ans, a précisé le chargé de communication à la direction de la protection civile, le capitaine Ahmed Lamamra. Les éléments de la protection civile de l'unité d'Ain Azel sont intervenus pour secourir les victimes et les évacuer vers la polyclinique d'Ain Lahdjar, a précisé la même source. Une enquête a été ouverte par les services de sécurité compétents pour déterminer les circonstances exactes de cet accident.

ALGER

Six nouveaux hôpitaux et une maternité en renfort

Le secteur de la santé au niveau de la wilaya d'Alger sera renforcé par six (6) nouveaux hôpitaux et une maternité, a annoncé, samedi, le wali d'Alger, Mohamed Abdenour Rabhi.

Dans une déclaration à la presse en marge d'une visite de travail et d'inspection à des projets en cours de réalisation dans plusieurs communes de la wilaya, M. Rabhi a réitéré l'importance de réaliser ces projets qui devraient contribuer à l'amélioration du cadre de vie du citoyen, soulignant que la wilaya sera renforcée par 6 nouveaux hôpitaux et une maternité. Outre l'hôpital des grands brûlés à Zeralda qui "sera mis en service prochainement", le wali d'Alger a affirmé que les autres hôpitaux, en cours de réalisation à Reghaïa, Baraki, Ain Benian et Sidi Abdallah, seront "livrés au cours de l'année prochaine". Concernant le projet de l'hôpital à la commune de Baba Hasen dont les travaux sont suspendus, le wali a assuré qu'il sera "relancé" à travers "la conclusion d'un nouveau marché prochainement avec une autre société qui sera chargée de finaliser les travaux". Le wali d'Alger a donné, à cette occasion, le coup d'envoi à la réalisation du projet du dédoublement des

CW n 142 (Ouled Fayet-Souidania), 133 (Souidania-Staoueli) et 233 (Ouled Fayet-Zeralda) en vue de désengorger le trafic routier au niveau de ces communes. Il a été procédé aussi à la mise en service du tronçon de la rocade sud reliant la cité Jolie Vue à Kouba et Sidi M'barek à Birkhadem, en sus de l'inspection du projet du nouvel échangeur de la zone industrielle à Reghaïa, dont l'entrée en service est prévue début du mois de juillet prochain.

A la circonscription administrative de Zeralda, M. Rabhi a visité une pépinière pilote de production des fruits et légumes et des semences en recourant aux techniques modernes en vue de multiplier la production à des prix raisonnables.

Lors de l'inspection de plusieurs projets d'infrastructures sportives en cours de réalisation, le wali d'Alger a insisté sur l'impératif de réaliser ce genre de projets dans toutes les communes de la wilaya, annonçant, à ce propos, l'entrée en service de 18 nouvelles piscines et la réalisation de 17 autres prochainement.

La drogue à l'origine de rixes sur la voie publique

Les services de la Sûreté de wilaya d'Alger ont saisi plus de 31 kg de cannabis et plus de 183.000 comprimés psychotropes et une quantité de drogues dures durant les 4 premiers mois 2023, a indiqué, dimanche, un communiqué des mêmes services.

"Dans le cadre des efforts de lutte contre les réseaux criminels qui s'adonnent au trafic de drogues et de comprimés psychotropes, les services de la Sûreté de wilaya d'Alger veillent à mettre en place un plan de sécurité opérationnel pour garantir la sécurité des citoyens et protéger leurs biens en vue de préserver la sécurité et la quiétude, et de lutter contre toutes les formes de crime, en menant des descentes sur les foyers et les points noirs dans les quartiers", ajoute le communiqué .

Dans ce contexte, "les services de la Sûreté de wilaya d'Alger représentés par les brigades opérationnelles de la police judiciaire ont traité durant les 4 premiers mois de 2023, 18927 affaires de consommation et de trafic de différents types de drogues y compris le cannabis, les drogues dures et les psychotropes, impliquant 19491 individus".

Selon le communiqué, "les suspects dans ces affaires ont tenté de semer la terreur et l'insécurité dans les quartiers, en provoquant des rixes sur la voie publique et en utilisant des armes blanches prohibées de type 5 et 6 pour des agressions corporelles et contre la force publique, l'incitation au regroupement et l'atteinte à l'ordre et à la quiétude publics", note le document.

Les investigations approfondies dans l'ensemble des affaires ont permis d'aboutir aux causes de la rixe sur la voie publique, "un différend entre les bandes de quartiers, en raison de la conclusion de marchés suspects liés au trafic de drogues et de psychotropes".

Selon le communiqué, la période considérée a été marquée par "la saisie de 31 kg et 164 g de drogues (cannabis) et 173 g de drogues dures (tchoutchna), 02 kg et 841.42 g de cocaïne, 743.60 kg d'héroïne, 07 kg et 260 g de marijuana et 183.454 comprimés psychotropes".

La Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) met les numéros vert 104-1548 et de secours 17, ainsi que l'application +Allo Chorta+ à la disposition des citoyens pour tout signalement.

BOUIRA

Les légumes en baisse, les fruits hors de portée

Farid Haddouche

Les fruits sont toujours aussi chers, contrairement aux légumes dont les prix connaissent une baisse relative. La banane affiche 420 DA le kilo, l'orange 500 DA, la pêche 400 DA, la cerise 1500 DA, l'abricot 500 DA, la nectarine 400 DA, la fraise 350 DA, la pomme à 450 DA, le melon 200 DA le kilo et les nèfles à 280

DA. Le seul fruit qui reste plus ou moins accessible reste la pastèque qui est cédée à 150 DA le kilo. Même les dattes restent chères à 700 DA le kg.

Des citoyens s'interrogent : qui des producteurs, intermédiaires, grossistes et détaillants sont responsables de cette cherté des prix des fruits ? En attendant une éventuelle baisse des prix, de nombreuses familles renoncent aux fruits.

CONSTANTINE

Une plateforme numérique pour les Urgences

Une plateforme numérique pour les urgences médico-chirurgicales vient d'être lancée par la direction de la Santé et de la population de Constantine, selon cette direction.

Le directeur de wilaya de Santé et de la population, Abdelhamid Bouchelouche, a indiqué, dans une déclaration à l'APS, que cette plateforme numérique est constituée d'un réseau "destiné à organiser, orienter et suivre le processus de traitement thérapeutique des patients à tra-

vers la wilaya". Selon M. Bouchelouche, la numérisation permet, grâce au réseau d'informations, de "définir la carte sanitaire de la wilaya, de prendre en charge les cas d'urgences médico-chirurgicales, d'alléger la pression sur les établissements hospitaliers publics et d'activer le suivi et le contrôle médicaux au niveau central".

Le même responsable a précisé que le contrôle technique de cette plateforme est assuré par un staff médical qui reçoit les appels télépho-

niques via le numéro vert (3030), avant d'orienter le patient à travers des critères spécifiques en fonction de l'urgence du cas et du lieu de sa résidence.

Ce processus numérique s'opère en enregistrant les données personnelles du patient, les éventuelles complications dues à des maladies antérieures ou chroniques, ce qui déterminera le mode de prise en charge, que ce soit au niveau des différentes structures de santé de la wilaya ou à domicile.

MILA

Appel à intensifier les fouilles archéologiques à Milev

Les participants au 17ème séminaire "Mila à travers l'histoire" ont appelé samedi à intensifier les fouilles archéologiques de mise au jour des différentes civilisations qui se sont succédé à Milev.

"Il faut aujourd'hui intensifier les fouilles archéologiques dans la wilaya de Mila et la région de Milev pour découvrir de plus près les différentes civilisations qui s'y sont succédées", a affirmé le chercheur et ancien directeur de l'Agence nationale d'archéologie, Abderrahmane Khelifa, dans son intervention intitulée "pour les fouilles à Milev" durant la rencontre organisée à la bibliothèque

M'barek El Mila à l'initiative de l'association "Les amis du vieux Mila". Cette région revêt, a-t-il ajouté, au regard des documents et écrits disponibles un important "poids historique" et l'intensification des fouilles archéologiques et l'élargissement de leur aire permettront de mieux connaître les phases successives de son histoire depuis les premières civilisations jusqu'à l'époque islamique et ne pas se contenter de l'époque romaine sur laquelle s'étaient focalisées les fouilles menées sous l'occupation française (1956-1957). Pour sa part, le Dr Bouba Medjani, enseignant d'histoire à la retraite, a

porté l'accent sur la problématique du manque de textes écrits sur l'histoire de Mila.

Cette rencontre annuelle a été marquée par la présentation de plusieurs communications sur notamment la figure "le saint Optate de Milev", "Mila durant la période ottomane" et "les éléments du patrimoine de Mila".

Des conventions de partenariat ont été signées par l'association "Les amis de Mila" avec les services de la wilaya, l'université Constantine-3 et l'Agence thématique de recherche en sciences sociales et humaines en plus de visites vers les monuments de la vieille médina de Mila.

TÉBESSA

Un impératif de la sécurité alimentaire

Les participants à un séminaire national sur "la récupération et la valorisation de la ressource animale, un impératif de la sécurité alimentaire", ouvert samedi à Tébéssa, ont affirmé la nécessité de développer la filière de la production animale pour contribuer à l'économie et à la sécurité alimentaire nationales.

Le directeur de la production animale au ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, Mohamed Karim El Aoufi, a assuré à ce propos que les autorités supérieures du pays accordent un intérêt majeur à la production animale en tant que facteur essentiel du développement économique, soulignant que le ministère de tutelle œuvre au développement de cette filière en apportant tout l'appui aux producteurs et à la consolidation du système de production

animale. Il a rappelé qu'une série de mesures a été prise pour valoriser les ressources animales et la production agricole en général dont le soutien consenti pour les fourrages, la gratuité de la vaccination et les diverses formules de crédits et d'assurance des animaux permettant de parvenir à des résultats satisfaisants sur le terrain. Le président de l'association nationale des médecins vétérinaires algériens (ANMVA), Mohamed Lamine Nechar, a relevé, de son côté, que le développement de la ressource animale s'inscrit dans le cadre des préoccupations de l'association et de la politique de l'Etat visant à atteindre la sécurité alimentaire et le développement durable.

L'organisation de cette rencontre qui a regroupé plus de 120 vétérinaires des différentes wilayas, inter-

vient dans le sillage de la série de rencontres de proximité organisées depuis le début de l'année dans les wilayas de Sidi Bel Abbès, Alger, Tindouf et Adrar.

Ce séminaire de deux jours, a-t-il ajouté, est une opportunité pour débattre des causes de la régression de la ressource animale et émettre des propositions en vue de son développement de sorte à recouvrer la position de leader de l'Algérie dans le domaine de la production animale par l'association de tous les secteurs concernés, et à réaliser la sécurité alimentaire puis aller vers l'exportation.

Cette rencontre scientifique tenue à l'auditorium de l'université cheikh Larbi Tebessi à l'initiative de l'ANMVA, regroupe des médecins vétérinaires, des chercheurs et des directeurs des services agricoles des wilayas de l'Est.

EL TARF

Nouvelle saisie de psychotropes

A. Ouelaa

La police judiciaire de la Sûreté d'El Kala, a mis fin aux agissements d'un repris de justice âgé de 34 ans. Ce dernier écoulait psychotropes et kif à travers les quar-

tiers de la ville d'El Kala.

Muni d'un mandat de perquisition délivré par le procureur près le tribunal d'El Kala, les policiers ont fouillé le domicile du mis en cause.

Au terme de cette perquisition, 900 comprimés psycho-

tropes, du kif, un sabre, une bombe lacrymogène et 91 millions de centimes, probablement des revenus de ce commerce illicite, ont été trouvés. Le mis en cause a été placé sous mandat de dépôt par le magistrat instructeur.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

25 chouel 1444

El Fedjr
04h00

Dohr
12h45

Assar
16h34

Maghreb
19h51

Icha
21h23



Pour vol et piratage du réseau électrique 82 plaintes déposées par la Sonelgaz durant le 1er trimestre

Pas moins de 82 plaintes ont été déposées par les services de Sonelgaz Es-Sénia durant le premier trimestre de cette année pour vol et piratage du réseau électrique, a indiqué, hier, Mme Fellahi, responsable du département de la communication et de l'information à la direction de distribution de l'électricité et du gaz Sonelgaz Es-Sénia.

K. Assia

En 2022, la direction a enregistré 276 plaintes déposées à l'encontre des fraudeurs. Ces pratiques frauduleuses ont été recensées par des brigades spécialisées de contrôle de l'énergie relevant de la direction de sorte que le constat a révélé que ce vol ne se limite plus aux citoyens dont les revenus sont modestes mais au contraire, il s'agit de commerçants et de propriétaires de logements de plusieurs étages, a noté la même source. Les recherches entamées par ces équipes spécialisées dans le domaine a mis à nu que cette fraude est relevée durant des horaires précis de la journée, autrement dit, au moment où ils exercent leur activité.

Ainsi, les contrevenants font sou-

vent appel à des individus non spécialisés pour un raccordement illicite au réseau électrique moyennant d'importantes sommes d'argent qui dépassent de loin le montant des factures devant être payées. Le contrôle a aussi indiqué que parmi les pratiques frauduleuses figurent également certains changements dans les compteurs électriques. Il s'agit de modification dans les chiffres ou autres mentions indiquées sur le compteur et ce afin de réduire la consommation. Parmi les zones où l'on signale ce phénomène, figurent Haï Sahraoui à Ain El Turck, Douar Maroc à Ain El Beida, Cheïbo à Sidi Chahmi, Misserghine, Hassi Bounif, Haï Chahid Mahmoud entre autres.

A vrai dire, ces branchements illicites sont devenus des pratiques courantes dans les communes li-

mitrophes où de nombreuses installations électriques ont été endommagées à cause de ces transgressions sur le réseau électrique. Les pertes de cette énergie piratée s'élèvent chaque année à 85 mégawatts ce qui équivaut à 41 milliards de centimes, a noté la responsable. En soulignant l'impact des transgressions sur les installations électriques et les conséquences des branchements illicites, les services de la Sonelgaz précisent avoir lancé plusieurs campagnes de sensibilisation à l'intention des fraudeurs. Même des prêches ont été menés dans les mosquées pour sensibiliser les ménages sur ce manque à gagner que subit la direction. Sur ce, le travail se poursuit et des contrôles inopinés vont se multiplier afin de contrecarrer ce phénomène et appliquer ainsi la loi qui régit de telles pratiques.

Pôle urbain Ahmed Zabana Plus d'une quarantaine d'extensions illicites démolies



Lancée depuis plus d'une dizaine de jours sur instruction du wali d'Oran, l'opération d'éradication des extensions illicites au niveau du pôle urbain Zabana a permis aux services de la commune de Misserghine de démolir plus d'une quarantaine d'extension illicites érigées dans leur majorité par des commerçants et autres gérants de cafeterias et restaurateurs. Selon les services de la wilaya, l'opération supervisée par le maire de Misserghine et les services de sécurité a été précédée par des mises en demeure aux contrevenants. Jusqu'à hier, les engins de la mairie étaient toujours sur place pour poursuivre l'opération. En effet, il y a presque deux semaines, une opération de grande envergure a été lancée au niveau du pôle urbain Ahmed Zabana de la commune de Misserghine, visant à éradiquer les

extensions anarchiques des magasins et des commerces qui ont envahi les trottoirs de la cité.

Cette décision a été prise suite aux instructions du wali qui souhaite moderniser et réorganiser l'espace urbain de la wilaya d'Oran en éliminant les constructions illégales. Au cours d'une visite sur place, le premier responsable de la wilaya a constaté avec surprise la présence de nombreuses extensions sauvages de magasins ainsi que de kiosques en fer et en bois construits sous plusieurs bâtiments dans divers endroits du quartier urbain Ahmed Zabana. Ces constructions illégales, qui sont alimentées en eau et en électricité de manière illégale aux dépens des citoyens, ont poussé le wali à donner immédiatement des instructions pour la formation d'une commission composée de diverses autorités. La commission, qui com-

prend notamment le secrétariat général de la wilaya, les autorités municipales, la direction de l'habitat et de la construction, ainsi que les forces de sécurité, a pour mission de mener une opération visant à démolir toutes ces extensions et kiosques illégaux conformément à la loi et à libérer ces espaces pour les citoyens. Les autorités locales ont accordé un ultimatum d'une semaine pour assainir la situation. L'opération de démolition des façades des magasins qui empiètent sur les trottoirs a été menée en présence du président et des membres de l'Assemblée populaire communale, ainsi que des forces de l'ordre. Les autorités locales ont lancé un appel aux propriétaires de magasins pour respecter les règles et à ne pas empiéter sur les trottoirs, car cela entrave la circulation des piétons et crée des dangers pour les citoyens. En encourageant le respect des règles et en éliminant les pratiques illégales, les autorités locales espèrent créer un environnement urbain plus sûr et plus agréable pour tous les citoyens.

Cette décision vise la modernisation et la réorganisation de l'espace urbain de la wilaya d'Oran, permettant ainsi de libérer l'espace public et de le rendre plus accessible et plus sûr pour tous.

J. B.

Direction de la formation professionnelle Accompagnement de plus de 70 porteurs de projets

La Maison d'accompagnement et d'insertion, relevant de la Direction de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya d'Oran, vient d'accompagner plus de 70 porteurs de projets du secteur de la formation professionnelle pour la création de micro-entreprises, a-t-on appris de cette instance.

Dans le cadre du développement et de transformation des idées innovantes en projets économiques, la Maison d'accompagnement et d'insertion de la wilaya d'Oran a accompagné 74 diplômés et stagiaires des établissements de formation et de l'enseignement pro-

fessionnels de la wilaya, a indiqué à l'APS la chargée de communication de cette instance Bentorkia Oum El Kheïr. Cet accompagnement s'inscrit dans le cadre des efforts de l'Etat visant à encourager les jeunes à emprunter le sentier de l'entrepreneuriat. Pour réaliser cet objectif, la Maison d'accompagnement et d'insertion de la wilaya s'attèle à sensibiliser les stagiaires du secteur quant à l'importance de créer des entreprises à la faveur de la campagne d'information, qui se poursuivra jusqu'au 28 mai en cours touchant 26 centres et instituts de formation et de l'enseignement professionnels.

Le rôle de la Maison d'accompagnement se résume à l'appui à la création d'entreprises, de même que la facilitation de l'insertion des diplômés des établissements de formation et de l'enseignement professionnels dans le marché du travail et d'offrir aux différentes entités économiques des données qui concernent les diplômés de la formation et de l'enseignement professionnels, selon leur spécialité et leur niveau de qualification, en plus de fournir une main-d'œuvre qualifiée et spécialisée dans différents domaines au profit des entreprises économiques, selon la même responsable.

Selon une étude réalisée à Oran et à Bechar Près de 80% des Subsahariennes satisfaites de la prise en charge sanitaire

J. Boukraa

La gratuité des soins qu'offre l'Algérie aux différents migrants qui se trouvent sur son territoire fait d'elle un pionnier en matière de prise en charge de ces personnes. En effet, une étude d'évaluation de l'accès aux droits à la santé reproductive des migrantes subsahariennes à Oran et Béchar effectuée par l'association de protection contre le sida «Hak El Wikaya» a fait ressortir que près de 80% des migrantes approchées ont déclaré être plus que satisfaites du système sanitaire du pays hôte. L'étude réalisée par un groupe de chercheurs pluridisciplinaires a tenté de décrire l'état de santé et de comprendre les logiques sociales des femmes migrantes qui entrent en jeu et influencent l'accès aux soins de santé reproductive pour renforcer les capacités d'action des acteurs de la société civile et sensibiliser les professionnels de la santé à un accueil et une meilleure prise en charge.

L'enquête a touché 500 femmes migrantes de différents âges et statut matrimonial (219 cas à Oran et 281 à Béchar). L'étude a révélé que 77,80% des femmes migrantes disent ne pas avoir rencontré de barrières à l'accès aux soins. « Ces chiffres sont très encourageants, car dans la majorité des pays du monde il y a plus de 80% des migrants qui sont à la

marge et personne ne s'occupe d'eux », a souligné le Pr Abdelaziz Tadjedine, président de l'association. Selon l'étude, «14,80% des femmes migrantes ont déclaré avoir été hospitalisées, 14,16% à Oran et 15,30% à Béchar. La grossesse est la première raison d'hospitalisation (21,62%) suivie par la Covid-19 (14,88%) et l'accouchement (10,81%) puis viennent les fausses couches (5,41%), les anémies sévères (4,05%), la fièvre (5,41%), les intoxications (4,05%), les douleurs abdominales (4,05%) et les problèmes respiratoires (4,05%).

Le secteur étatique des soins (CHU, EHU, EHS, la maternité) est privilégié pour l'accouchement car il est gratuit et en capacité de gérer les complications contrairement au secteur privé où le coût est exorbitant. Ce sont les associations qui les accompagnent vers les services de soins ».

La quasi-totalité des migrantes ont un statut administratif non régularisé. En général, elles migrent pour chercher une meilleure vie en raison de la dégradation des conditions de vie dans leur pays d'origine. L'enquête a aussi dévoilé que la migration vers l'Europe est l'objectif principal des femmes migrantes (49,80%) alors que 23,8% des femmes migrantes souhaitent s'installer définitivement en Algérie et améliorer leur quotidien. Une grande majorité souhaite même scolariser leurs enfants, selon l'enquête.

Tafraoui Un projet pour la protection de la zone inondable

D. B.

Dans le cadre des dispositions prises par la commune de Tafraoui pour lutter contre la montée des eaux de Oued Tafraoui, une enveloppe de plus de 1 milliard a été débloquée pour la protection de la zone inondable de Saadla, indiquent les services de la wilaya. Selon les mêmes sources, les services concernés ont procédé dernièrement au choix d'une entreprise pour concrétiser ce projet tant attendu par la population. Il y a lieu de signaler que d'autres opérations avaient été programmées pour protéger des centres identifiés inondables à travers la wilaya. Pour la concrétisation de ces projets, une enveloppe de près de 2 milliards de DA a été également débloquée. Ces opérations concernent plusieurs localités et permettront de protéger celles de Tafraoui, El Ançor et Gdyl des risques d'inondations.

Ces projets ont un impact positif sur la vie quotidienne des citoyens puisqu'ils permettront un meilleur traitement des eaux pluviales et protégeront les riverains et leurs bâtis des risques d'inondations, notamment, durant la période hivernale. Il y a lieu de rappeler que la direction de l'hydraulique multiplie ses projets au niveau des communes de la wilaya pour protéger les zones inondables ; le secteur avait bénéficié il y a quelques années d'une enveloppe budgétaire de 3 milliards de dinars pour la concrétisation de 12 opérations. Il s'agit des projets de protection des communes contre les inondations, l'installation de réseaux d'assainissement et l'éradication des fosses septiques ain-

si que des opérations qui étaient inscrites dans le cadre des Jeux méditerranéens de 2022.

Pour ce qui est du programme visant l'éradication des fosses septiques et le raccordement de l'ensemble des foyers au réseau d'assainissement, 5 opérations avaient été retenues. Une enveloppe d'un milliard de dinars a été consacrée à ce volet. Ces projets concernent les dairas d'Oran, Arzew, Es-Sénia, Béthioua et Ain El Turck. L'opération consiste au raccordement des foyers concernés au réseau d'assainissement et aux stations d'épuration des eaux usées. Des mesures ont été prises pour l'éradication totale des fosses septiques. Pour atteindre ces objectifs, la direction des ressources en eau de la wilaya d'Oran a établi une stratégie de développement globale pour l'amélioration des systèmes d'assainissement qui s'appuient sur un programme à court et moyen terme.

En plus de la station de traitement et d'épuration d'El Kerma, Oran a bénéficié d'un projet de système de refoulement des eaux de la partie basse d'Oran, destiné à prendre en charge la collecte et l'acheminement des eaux usées vers la station d'épuration d'El Kerma via la station de relevage de Haï Dhaya (ex-Petit-Lac). Les opérations lancées dans de nombreuses communes ont permis l'éradication de plus de 28.000 fosses sur un total de 30.000 fosses recensées à Tafraoui, Oued Tlélât, Gdyl, Bouamama... D'autre part, une enveloppe de plus de 1,6 milliard DA a été débloquée dans la wilaya d'Oran pour la protection de Tafraoui, El Ançor et Gdyl contre les inondations.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Demouche Saadia, 69 ans, Seddikia
Sekander Boujelal, 62 ans, Canastel
Baghadid Zohra, 47 ans, Oued Tlélât
Wadah Kheïra, 95 ans, Oran

Horaires des prières pour Oran et ses environs

25 chouel 1444

El Fedjr 04h21	Dohr 13h00	Assar 16h48	Maghreb 20h04	Icha 21h35
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



TLEMCEM

Renforcer les capacités locales face aux risques majeurs

Khaled Boumediene

La prévention et la gestion multisectorielle des risques majeurs constituent un autre volet du programme mis en œuvre par le CapDel. Du 02 au 13 mai, la commune pilote de Ghazaouet a abrité une action de formation, d'information et de sensibilisation sur les risques majeurs notamment les risques liés aux séismes au profit des directeurs des établissements éducatifs, des personnels enseignants et parents d'élèves, des élus locaux et du mouvement associatif et grand public (tables rondes, conférences, et vidéos itinérantes sur le risque sismique...), la réalisation de simulations, manœuvres, portes ouvertes avec expositions des supports logistiques des secouristes de la protection civile, ainsi que des mises au point sur l'état des connaissances scientifiques et techniques se rapportant à ce risque majeur, qui n'a cessé d'augmenter ces dernières années. « La stratégie mise en place par le point focal en collaboration de la protection civile et des élus locaux, a pour objectifs de renforcer le système national de gestion des risques dans sa dimension communale, afin d'augmenter la résilience des territoires face aux risques environnementaux et assurer, par la même, la continuité et la durabilité des actions de développement local entreprises en ciblant le secteur de l'éducation et toucher les associations et divers publics de Ghazaouet, pour leur apprendre comment réagir en cas de séisme. Notre objectif est d'impliquer tout le monde dans ce programme du CapDel visant à renforcer les capacités des acteurs du développement local et à mettre en place les conditions d'une gouvernance communale concertée, attentive aux attentes des citoyens, basée sur la transparence et la participation au service d'un développement local durable et inclusif. Je tiens à remercier le représentant du Cap Del et les éléments de la protection civile ainsi que tous ceux qui ont contribué par leur bonne coordination au succès de ces activités, qui se sont déroulées à l'hôtel Ziri, des établissements scolaires et aujourd'hui au niveau de la place publique du centre-ville de Ghazaouet », a expliqué samedi, le président de l'APC de Ghazaouet, Mohamed Ouadah.



Pour clore cette campagne d'information et de sensibilisation, les unités de la protection civile ont occupé durant cette journée la grande place publique du centre-ville de Ghazaouet, pour étaler leurs supports logistiques d'intervention, de secourisme et leurs équipes GRIMP spécialisées dans l'intervention en milieu périlleux.

Pour Reda Merbah, directeur de la protection civile de Tlemcen, « il s'agit surtout d'améliorer la réaction et l'attitude des citoyens face au séisme et assurer la bonne coordination des secours entre nos agents et les autorités locales et élus en cas d'accident majeur. Ces dernières années, les enjeux liés à la sécurité civile sont montés en puissance plaçant ainsi les élus locaux et les citoyens dans l'obligation de connaître les risques, qu'ils soient naturels, industriels, liés aux transports ou plus largement aux activités humaines. Cette stratégie de gestion des risques majeurs mise en œuvre en fonction des spécificités de chaque commune pilote du pays a été initiée par le Cap Del et le ministère de l'Intérieur, afin d'assurer des sessions de formation, d'information et de sensibilisation sur des thématiques portant sur l'introduction aux mécanismes de gouvernance des systèmes de prévention et de gestion des risques majeurs et des scénarios de risques et multirisques, pour renforcer les capacités des acteurs du développement local et d'élaborer de véritables plans de prévention multirisques au niveau communal en vue de mieux relever les nouveaux défis imposés par les changements climatiques qui appellent à des plans particuliers liés aux inondations, aux sécheresses et aux secousses sismiques. Outre l'enseignement des gestes et techniques de premiers secours au grand public et aux entreprises, nos équipes interviennent de jour comme de nuit au service de la population pour assister les personnes en difficulté et les soutenir en situation d'exception ».

industriels, liés aux transports ou plus largement aux activités humaines. Cette stratégie de gestion des risques majeurs mise en œuvre en fonction des spécificités de chaque commune pilote du pays a été initiée par le Cap Del et le ministère de l'Intérieur, afin d'assurer des sessions de formation, d'information et de sensibilisation sur des thématiques portant sur l'introduction aux mécanismes de gouvernance des systèmes de prévention et de gestion des risques majeurs et des scénarios de risques et multirisques, pour renforcer les capacités des acteurs du développement local et d'élaborer de véritables plans de prévention multirisques au niveau communal en vue de mieux relever les nouveaux défis imposés par les changements climatiques qui appellent à des plans particuliers liés aux inondations, aux sécheresses et aux secousses sismiques. Outre l'enseignement des gestes et techniques de premiers secours au grand public et aux entreprises, nos équipes interviennent de jour comme de nuit au service de la population pour assister les personnes en difficulté et les soutenir en situation d'exception ».

MOSTAGANEM

Un réseau de passeurs démantelé

La brigade de lutte contre le trafic de migrants de la sûreté de wilaya de Mostaganem a démantelé un réseau impliqué dans l'organisation d'émigration clandestine par mer composé de quatre individus, selon un communiqué de ce corps de sécurité. L'opération s'est déroulée suite à une plainte déposée par des familles de victimes de ce réseau, disparues depuis le 25 décembre dernier, contre un individu suspecté d'avoir organisé une traversée clandestine par mer. Les investigations enclenchées dans le cadre de cette affaire se sont sol-

dées par l'identification du suspect principal dans l'organisation de cette traversée clandestine et son arrestation en compagnie de deux complices, alors qu'un quatrième suspect se trouve en état de fuite et les recherches sont en cours pour l'arrêter et le présenter devant la justice, a ajouté la même source.

Selon les investigations, ce réseau a pu attirer 18 personnes, dont des enfants et des femmes, pour l'émigration clandestine à partir de l'une des plages de la wilaya de Mostaganem moyennant une somme de 300.000 dinars pour chaque

personne. Elles ont été transportées vers la plage d'Ouréah pour embarquer à bord d'une embarcation en compagnie d'un guide et son complice. Cependant, les candidats à l'émigration clandestine ne sont pas arrivés à l'autre rive et sont toujours portés disparus. L'examen du téléphone mobile utilisé par le suspect principal a permis de découvrir des messages SMS et vocaux liés à l'organisation de la traversée clandestine, ainsi que des photos de l'embarcation utilisée à cet effet, a-t-on ajouté dans le communiqué de la sûreté de wilaya.

EL BAYADH

Campagne contre la drogue

Une campagne de sensibilisation et de prévention contre le fléau de la drogue a été lancée, samedi à El Bayadh, portant sur un riche programme d'activités.

Le wali d'El Bayadh, Farid Mohammedi, a donné le coup d'envoi de cette campagne, en présence des autorités locales civiles et militaires et des acteurs de la société civile. Cette manifestation s'inscrit dans le cadre de la campagne nationale de prévention contre la

drogue et les psychotropes, portant le slogan "L'Algérie et les enjeux de la guerre contre la drogue", coïncidant avec la phase de wilaya du cross country des jeunes et des collectivités locales organisée par le secteur de la jeunesse et des sports en collaboration avec la direction de l'éducation, la ligue de wilaya des sports scolaires et la ligue de wilaya d'athlétisme.

Plusieurs secteurs publics et acteurs de la société civile prennent

part à cette campagne de sensibilisation et de prévention contre la drogue, notamment les directions de la jeunesse et des sports, les affaires religieuses et des wakfs, la santé et la population, l'action sociale et solidarité, l'éducation, l'enseignement et la formation professionnels et la protection civile, outre les services de la sûreté et de gendarmerie nationales, la radio locale, les associations et d'autres acteurs.

ADRAR

La sécurisation des frontières en question

L'efficacité de la stratégie algérienne dans la sécurisation des frontières à l'ère des situations et défis géopolitiques actuels a été soulignée par les participants à un séminaire tenu samedi à l'université Ahmed Draya d'Adrar à l'initiative de la faculté locale des Sciences humaines, sociales et sciences islamiques.

Lors de cette rencontre axée sur le thème "La stratégie algérienne dans la gestion des frontières entre nécessités souveraines et défis de mondialisation", les intervenants, des universitaires, cadres de la justice et des différents corps constitués, ont mis en avant le rôle de l'Algérie dans la sécurisation des frontières imposé par les enjeux socio-économiques et sécuritaires des pays limitrophes requérant, de ce fait, la consolidation et la coordination des efforts entre ces Etats pour affronter ces défis.

Le recteur de l'université d'Adrar, Mohamed Amine Benamar, a souligné, à ce propos, que cette rencontre "revêt une grande importance, du fait que la sécurisation et la protection des frontières font partie des missions hautement sensibles et des devoirs sacrés indiscutables".

M. Benamar s'est félicité de l'organisation de pareille rencontre, rehaussée par la participation des autorités locales, des représentants du Conseil national économique, social et environnemental, des représentants de la Cour d'Adrar, de la Cour suprême, du Commandement régional de la Gendarmerie nationale de la 3ème Région et de l'inspection des divisions des Douanes Algériennes, venus l'enrichir à la faveur d'une approche de sécurisation des frontières et de la consolidation des actions préventives et de développement.

Pour sa part, le président du séminaire, Abdelkader El-Hala, de l'université d'Adrar, a indiqué

que cette rencontre a pour objectif de "circonscrire les différentes menaces qui guettent l'Algérie sur son étendue territoriale frontalière, terrestre et maritime, à l'ère des défis régionaux politiques et sécuritaires, des pressions internationales et de la mondialisation dans toutes ses dimensions, l'obligeant d'opter pour une approche préventive de sécurisation des frontières axée sur l'ouverture socio-économique sur ses voisins".

Dans son intervention, le président de la Cour d'Adrar, Abdelouafi Khelifi, a fait savoir que ces rencontres font partie des mécanismes susceptibles de "conscientiser la société sur les risques et menaces afférentes à la sécurisation de nos frontières en vue d'établir, de manière prospective, des stratégies aux divers problèmes imposés, notamment la lutte contre le crime transfrontalier, le trafic de drogues et la contrebande qui épuisent aussi bien la productivité nationale que le pouvoir d'achat du citoyen, état de fait nécessitant une haute vigilance et la mobilisation de tout un chacun pour faire face à ces défis".

L'universitaire de Laghouat Chems Bouchenafa a mis en évidence, dans son exposé, une approche sur la gouvernance de l'administration des frontières en tant qu'entité culturelle et politique reflétant l'interaction de la composante socio-économique de la société.

Et d'ajouter: "dans un contexte de globalisation et de numérisation, les développements de la notion des frontières ont fait face au problème de leur gestion qui requiert la mise au point d'une vision globale basée sur le concours et la coordination entre pays frontaliers limitrophes et les différents corps responsables de la sécurisation des frontières dans le respect de la souveraineté des pays voisins".

BÉCHAR

La musique Diwane à l'affiche

Six (6) troupes artistiques s'inscrivent dans le cadre de la musique Diwane ouvertes pour deux jours (13 et 14 mai) à la maison de la culture "Kadi Mohamed" à Béchar.

Il s'agit de "Diwane Ahl Tarh", "Sidi Bilal", "Diwane de l'association culturelle saharienne", "Jil El Waha", "Ahl Diwane" et "Gnawa de Ksar Bakhti", en compétition pour décrocher les trois premiers prix de ces journées dédiées à la musique Diwane, ont précisé dimanche à l'APS les organisateurs.

Cette manifestation culturelle qui s'inscrit dans le cadre de la célébration du mois du patrimoine (18 avril-18 mai), va permettre au public de renouer avec cet art traditionnel dont la région de Béchar est l'un des fiefs nationaux, car abritant durant une décennie le festival culturel national de musique Diwane, ont-ils souligné.

La cérémonie d'ouverture de ces journées a été marquée par un spectacle de la troupe locale de chants soufis "El-Aissaoua" dirigée par le Maâlem Baba.

AIR ALGÉRIE



VOLS NATIONAUX

Vol Départ

LUNDI

Oran - Alger	08h30
Oran - Alger	09h35
Oran - Alger	14h25
Oran - Constantine	08h00
Oran - Adrar	10h20
Oran - Annaba	13h15
Oran - Béchar	13h30

MARDI

Oran - Alger	08h00
Oran - Alger	12h25
Oran - Alger	17h00
Oran - Constantine	08h35
Oran - Adrar	12h05

MERCREDI

Oran - Alger	08h15
Oran - Alger	16h45
Oran - Alger	17h15
Oran - Elbayadh	07h15
Oran - Bechar	10h15
Oran - Timimoune	11h00
Oran - Constantine	11h45
Oran - H.Messaoud	15h55

JEUDI

Oran - Alger	08h15
Oran - Alger	10h05
Oran - Alger	17h00
Oran - Ouargla	08h00
Oran - Tamanrasset	09h00
Oran - El Oued	13h20
Oran - Annaba	14h35
Oran - Adrar	15h45

VENREDI

Oran - Alger	08h15
Oran - Alger	10h35
Oran - Alger	17h00
Oran - Timimoun	08h00
Oran - Tindouf	09h00
Oran - H. Messaoud	14h30

SAMEDI

Oran - Alger	08h15
Oran - Alger	10h50
Oran - Alger	17h00
Oran - Béchar	08h10
Oran - Annaba	13h20
Oran - Ghardaïa	14h00

DIMANCHE

Oran - Alger	08h15
Oran - Alger	10h45
Oran - Alger	17h15
Oran - Mecheria	08h00
Oran - Tindouf	11h05
Oran - Adrar	12h20

TRAIN - SNTF



DÉPART ARRIVÉE

----- ORAN - ALGER -----

06h10	11h25
08h00	12h00
10h00	14h09
12h30	17h54
15h45	19h46

----- ALGER - ORAN -----

06h10	11h25
08h00	12h00
10h00	14h09
12h30	17h54
15h45	19h46

ORAN - ARZEW

05h30	06h18
08h30	09h18
13h40	14h28
17h05	17h53

ARZEW - ORAN

06h30	07h22
09h30	10h18
15h00	15h48
18h30	19h18

ORAN - Aïn Témouchent

08h10	09h15
13h30	14h35
17h02	18h07

Aïn Témouchent - ORAN

05h57	07h04
09h20	10h24
14h40	15h44

ORAN - TLEMCEN

12h50	15h12
16h00	18h32

MLEMCEN - ORAN

05h40	08h09
10h00	12h22

MLEMCEN - MEGHNIA

17h00	18h23
-------	-------

MEGHNIA - MLEMCEN

06h00	07h24
-------	-------

ORAN - SBA

17h10	18h32
-------	-------

SBA - ORAN

05h30	06h47
-------	-------

ORAN - CHLEF

16h15	18h35
-------	-------

CHLEF - ORAN

06h50	09h16
-------	-------

ORAN - RELIZANE

17h30	19h03
-------	-------

RELIZANE- ORAN

05h45	07h32
-------	-------

ORAN - SAIDA

15h20	17h59
-------	-------

SAIDA - ORAN

07h00	09h42
-------	-------

ORAN - BECHAR

10h20	17h11
-------	-------

BECHAR - ORAN

06h15	13h10
-------	-------

THÉÂTRE RÉGIONAL D'ORAN

- **Mardi 16 mai à 15h** (Théâtre enfant)
- **Mardi 30 mai à 15h** (Théâtre enfant)

Don quichotte de la manche



Par : Coop/ el machaal de Sidi Bel Abbes

- **Jeudi 18 mai à 18h** (Théâtre enfant)

«**wa yabka el amel**»

Par : Ass/Arts Dramatique de Batna

- **Vendredi 19 mai à 17h** (Théâtre adulte)

«**Chadi badi**»

Par : Théâtre régional d'Oran

- **Samedi 20 mai à 18h** (Théâtre adulte)

«**El jathoum**»

Par : théâtre national d'Alger

- **Mardi 23 mai à 15h** (Théâtre enfant)

- **Vendredi 26 mai à 16h** (Théâtre enfant)

«**Mimou et ses amis**»



Par : théâtre régional d'Oran

- **Jeudi 25 mai à 18h**

Variété musicale

Par : les amis de l'environnement
et de l'énergie renouvelable



Art de la scène Les héritières

- **Mardi 16 mai à 19h** à l'IF Tlemcen
- **Mercredi 17 mai à 18h** à l'IF d'Oran
- **Vendredi 19 mai à 19h00** au Novo-tel Constantine

► **Samedi 20 mai à 18h** à l'IF Annaba
Pionnière du raï trab, celui des origines rurales, auteure copiée, parfois volée par de nombreux chebs qui s'attribuèrent la couronne du style, Cheikha Remitti était une femme libre, véritable monument de la culture algérienne.

Conférence La cuisine de l'Oasis

► **Mardi 16 mai à 17h30** à l'IF Annaba
► **Jeudi 18 mai à 18h** à l'IF Constantine
Aux portes du dessert, dans la verdure de l'oasis de le Dar Hi Life Hôtel, lieu de paix et de calme qui invite au repos, les inventeurs du lieu ont voulu fêter dignement les dix ans de leur riad et quoi de mieux que des recettes pour rassembler des amis, partager et mémoriser produits de l'oasis, fondamentaux pour réaliser cette cuisine des essentiels et de l'essentiel.

Conférence Annaba, un patrimoine naturel inouï

► **Jeudi 18 mai à 17h30** à l'IF Annaba
Par Neila Beloucif, doctorante en écologie et membre de l'association Médina.
Annaba avec ses vestiges et ses monuments a toujours été une ville d'une grande histoire, ville de civilisation et de prospérité culturelle, mais que savons nous sur son patrimoine naturel ? Par quel danger est-il menacé ?

Spectacle musical et théâtral L'endormi

► **Mardi 23 mai à 16h** à l'IF d'Oran
Victoire a dix ans. Son frère Isaac a quinze ans. Isaac c'est le boss du quartier, celui qui cogne et ne rate jamais sa cible. Mais depuis quelques jours il paraît qu'Isaac se repose. Les bastons ça épuise pense Victoire.

FENETRES

MÉTÉO

AUJOURD'HUI

DEMAIN

ORAN

Ensoleillé
Max.27-Min.15



Ensoleillé
Max.26-Min.17



MOSTAGANEM

Ensoleillé
Max.24-Min.16



Ensoleillé
Max.24-Min.17



MLEMCEN

Ensoleillé
Max.27-Min.15



Ensoleillé
Max.26-Min.17



MASCARA

Ensoleillé
Max.20-Min.6



Ensoleillé
Max.23-Min.9



TIARET

Ensoleillé
Max.29-Min.17



Ensoleillé
Max.33-Min.21



CHLEF

Nuageux
Max.22-Min.12



Ensoleillé
Max.26-Min.13



BÉCHAR

Peu nuageux
Max.25-Min.14



Ensoleillé
Max.28-Min.17



ALGER

Pluie
Max.21-Min.13



Averses
Max.21-Min.13



CONSTANTINE

Légère pluie
Max.15-Min.11



Légère pluie
Max.18-Min.9



ANNABA

Légère pluie
Max.18-Min.13



Pluie
Max.20-Min.12



CINÉMATHEQUE D'ORAN



- **Lundi 15 mai**
-14h00 : «Exit huminty»
-16h00 : «I am Nember Four»

- **Lundi 23 mai à 17h00** : «AGRU»

COTATIONS HEBDOMADAIRES

	Billets	Achat(DA)	Vente(DA)
	1 USD	133,14	141,26
	1 EUR	146,85	155,84
	1 GBP	167,24	177,49
	100 JPY	98,83	104,89
	1 CHF	150,18	159,42
	1 CAD	97,88	103,89
	1 DKK	19,75	20,95
	1 SEK	12,97	13,77
	1 NOK	12,41	13,18
	1 AED	36,25	38,47
	1 SAR	35,50	37,67
	1 KWD	434,38	461,19
	1 TND	44,27	44,71
	1 CNY	19,54	19,54

COURRIER EXPRESS

EL MOUNAKASSA EL DJAZAÏR

Tél : 0560 06 95 01 / 0560 06 95 03
0560 05 60 00 / 0559 70 26 61

KAZI TOURS

----- ALGER -----
-Bab Ezzaouar: 0770 91 38 06
0560 27 51 59 / 0560 91 40 67
-Aïn Naâdja : 0770 616532 / 0560 270009
-Gare Routiere Kharrouba : 0770347421

Oran: 0770 61 65 31 / 0560 27 54 02
0770 33 91 32 / 0770 33 91 14
Saida : 0560 90 86 18 / 048 41 31 57
Mascara : 0560 27 05 72 / 0560 26 62 91
SBA: 0560 275248/0561 611482
Mostaganem : 0770948973 / 0560277359
Relizane : 0560 27 08 41

Ligue 1 JS Kabylie : est-ce le renouveau ?

M. Zeggai

Est-ce l'éclaircie à la JS Kabylie ? C'est du moins l'impression qui se dégage ces derniers temps. C'est la première fois depuis l'entame du championnat que les Canaris ont glané la bagatelle de sept points sur neuf possibles leur permettant de quitter la zone des relégables pour la première fois depuis le début de la saison. Les derniers changements opérés au niveau du conseil d'administration et à la barre technique ont donné lieu à des résultats escomptés. Après avoir disposé de l'USM Alger et ramené un point précieux de leur déplacement à Khenchela, les «Jaune et Vert» ont enchaîné par un succès sur le MC El Bayadh sur un score de 3 à 1 qui en dit long sur la détermination des protégés de Youcef Bouzidi. A la faveur de cette victoire, la JSK a subtilisé au Paradou AC la place de premier club non relégable. Les Canaris ont

ouvert le score d'entrée de jeu, par l'intermédiaire de Boualia (8') avant que Mouaki ne double la mise (39'). Mais en seconde mi-temps, les Tizi-Ouzéens se sont fait peur. Les joueurs du MCEB se sont montrés les plus menaçants, et leurs efforts ont été récompensés par une réduction du score méritée, signée Hitala (55') suite à une belle action collective. Une joie de courte durée, cependant, car les Canaris ont bénéficié d'un penalty (59') que s'est chargé de transformer Boukhenchouche, portant ainsi le score à trois buts à un. Un but qui aura permis aux «Jaune et Vert» de «tuer» le match face aux gars d'El Bayadh qui ont accusé le coup sur le plan moral. A la suite de cette importante victoire, la JSK s'empare seule de la 14^e place au classement général, avec 24 points, soit avec trois longueurs d'avance sur le Paradou AC, désormais premier club relégable, avec 21 points. Le PAC compte ce-

pendant un match en moins par rapport aux Canaris à domicile, contre l'USM Alger. En somme, la JSK poursuit néanmoins sa bonne marche dans la perspective du maintien en Ligue 1, avec notamment un troisième match consécutif sans défaite. Soit la même série que pour le nouvel entraîneur, Youcef Bouzidi, qui a été appelé en pompier, en remplacement de Miloud Hamdi, qui a été limogé pour insuffisance de résultats, juste après l'élimination du club en quarts de finale de la Ligue des champions face à l'ES Tunis. Une élimination qui aura permis aux Canaris de se consacrer pleinement à l'objectif primordial. Avec la restructuration entamée à tous les niveaux au sein du club, il semble que la JSK est parvenue de se débarrasser des appréhensions de son formidable public qui a, il faut le reconnaître, contribuer momentanément au redressement de son équipe en attendant la confirmation.

Coupe d'Algérie Ce sera CRB-ASK en quarts de finale

M. Z.

Le CR Belouizdad est parvenu à faire respecter la hiérarchie en se qualifiant pour les quarts de finale de la Coupe d'Algérie à la suite de sa victoire sur la JS El-Biar sur le score de 2 à 0, en huitième de finale.

Il a fallu attendre la dernière minute de la première période pour voir les Belouizdadiens débloquent la situa-

tion par un but de toute beauté signé Boussouf. A la reprise, le CRB réussit à se mettre à l'abri avec un but de Draoui (68') pour sceller une rencontre qui nous a laissé sur notre faim.

En quart de final, prévu le 21 mai prochain, le tenant du trophée croquera le fer avec l'AS Khroub, société de la Ligue 2 «Centre-Est». Après cette qualification du CRB, ils se-

ront quatre pensionnaires de l'élite, avec la JS Saoura, le NC Magra et l'ASO Chlef qui animeront les demi-finales de cette épreuve populaire.

Le tirage au sort de ce tour aura lieu après-demain mercredi. Cet avant-dernier stade de l'épreuve verra l'utilisation pour la première fois en Algérie de la VAR (assistance vidéo à l'arbitrage).

CAN-2023 (U17)

Aucun Algérien dans le meilleur onze de la phase de groupes de la CAF

Le Groupe d'étude technique (TSG) de la Confédération africaine de football a dévoilé l'équipe type de la phase de groupes de la Coupe d'Afrique des Nations CAN-2023 des moins de 17 ans (U17) qui se déroule en Algérie, a indiqué l'instance continentale dans un communiqué publié sur son site officiel. Le Mali, double champion en titre, compte trois joueurs dans le meilleur onze, après son impressionnant parcours dans le tournoi jusqu'à présent.

Le sélectionneur sénégalais Saliou Dia Serigne a été désigné meilleur entraîneur, après avoir mené son équipe en demi-finale pour la première fois de son histoire avec un record d'invincibilité, tandis que son capitaine et meilleur bu-

teur du tournoi, Amara Diouf, a été désigné meilleur joueur de la phase de groupes. Diouf a marqué cinq buts jusqu'à présent, battant le record de quatre buts de l'actuel buteur nigérian de Naples Victor Osimhen en 2015. Le portier malien Bourama Koné, qui n'a pas encaissé de buts depuis le début de la compétition, a été désigné meilleur gardien de but.

Sa défense est composée de l'arrière droit nigérian Yahaya Lawali, qui a été élu deux fois homme du match en phase de groupes.

Le Burkinabé Lassina Traore a été sélectionné comme le meilleur arrière gauche de la compétition.

Le Sénégalais Fallou Diouf, qui fait partie d'une défense qui n'a pas encaissé un

seul but depuis le début du tournoi, et le Marocain Abdelhamid Ait Boudlal ont été désignés comme les deux meilleurs défenseurs centraux. Le Malien Angel Martial Tia, auteur du premier but contre le Congo en quarts de finale, ainsi que l'un des joueurs congolais, Abiga Wumba Niati, forment le milieu de terrain.

Le onze de la phase de groupes

Gardien : Koné (Mali)

Défenseurs : Traoré (Burkina Faso), Ait Boudlal (Maroc), Diouf (Sénégal), Lawali (Nigeria).

Milieux : Tsimba (Congo), Chakir (Maroc), Martial (Mali).

Attaquants : Diouf (Sénégal), Alio (Burkina Faso), Dombia (Mali).

Coupe de la CAF (Demi-finales - Retour) USMA : Meziane bon pour le service

L'USM Alger prépare activement son match retour de la demi-finale de la coupe de la CAF face à l'ASEC Mimosas, prévu mercredi au stade du 5 juillet. Selon certains échos, les «Rouge et Noir» évoluent au grand complet puisque même Meziane, qui n'a pas pris part au match-aller, s'est remis de sa blessure et a repris les entraînements avec le reste du groupe pour se préparer à participer à cette rencontre décisive pour la qualification à la fina-

le de cette compétition continentale contre les Ivoiriens de l'ASEC Mimosas. Un retour du joueur salutaire pour les Usmistes, qui auront besoin des services de leur attaquant, d'autant plus qu'ils seront dans l'obligation de marquer, et surtout de l'emporter pour espérer se qualifier après le nul vierge ramené du stade de La Paix de Bouaké. Après l'élimination de CR Belouizdad et de la JS Kabylie en quarts de finale de la Ligue des

champions, l'USMA reste le seul représentant algérien dans les compétitions continentales interclubs.

Ne comptant aucun titre africain à son palmarès malgré de nombreuses participations, le club de Soustara espère remédier à cette lacune cette année et aller au bout de l'aventure pour glaner cette fois-ci un premier trophée continental, 86 ans après sa création en 1937 dans la médina d'Alger, la Casbah.

Belaili retournera-t-il à l'ES Tunis ?



Visé par «une procédure disciplinaire» après son départ soudain de l'AC Ajaccio, Youcef Belaili (6 buts, 3 passes décisives en 17 apparitions) multiplie les pistes pour donner une suite à sa carrière, apprend-on. Et d'après une source généralement bien informée, l'une des plus probables mènerait à un nouveau come-back à l'Espérance de Tunis. Au bord de l'élimination en Ligue des Champions africaine, après la raclée subie à domicile contre Al Ahly lors de la demi-finale aller (0-3), l'ES Tunis se verrait

bien attirer le natif d'Oran pour un nouveau contrat. En effet, lors de ses deux passages du côté de Bab Souika (2012-2014 puis 2018-2019), l'ancien Brestois a remporté quatre championnats et deux Ligues des Champions d'Afrique avec les «Sang et Or». Alors que le MC Oran rêverait d'attirer son enfant prodige à la maison, l'EST serait cette fois mieux placée pour accueillir l'attaquant algérien (31 ans). À noter que le cadreur tunisien a tenté en vain de signer Belaili une nouvelle fois au cours des quatre dernières

années, avant que ce dernier ne préfère un second challenge en Europe. Du côté du joueur, les options sérieuses ne sont pas légion, bien que les Émirats et le Koweït soient à l'étude. Actuellement à Alicante, en Espagne, après un bref séjour à Oran, Belaili privilégierait un nouveau retour chez les Espérantistes pour oublier son second passage définitivement raté sur le Vieux continent. Par ailleurs, l'EST présenterait l'avantage d'être, toujours selon la même source, le «seul club où ses frasques sont tolérées». Affaire à suivre.

Chetti pressenti au Zamalek ?

Selon la presse égyptienne, le Zamalek SC serait intéressé par les services de l'arrière gauche algérien, Ilyes Chetti, en prévision du prochain marché des transferts estival. Le défenseur algérien (28 ans) a vécu une fin de saison très compliquée du côté du SCO Angers. Depuis l'entame de l'exercice sportif en cours, il n'a

eu droit qu'à six apparitions en Ligue 1. Des soucis physiques l'ont empêché d'enchaîner les rencontres depuis quelques mois. En plus du volet sportif, Ilyes Chetti a aussi connu des problèmes avec la justice. Il a été condamné il y a quelques semaines à une peine de quatre mois d'emprisonnement avec sursis. Sa mise à pied

d'un mois, décidée par les dirigeants angevins, a pris fin le 10 mai 2023. Il n'a, toutefois, pas retrouvé le chemin de l'entraînement. Le club français aurait ouvert une procédure disciplinaire à son encontre, selon le quotidien Ouest-France. Un départ du latéral gauche algérien l'été prochain est plus que probable.

Allemagne : lourde défaite de Mönchengladbach de Bensebaini

Deux matches de la fin de saison en Bundesliga, le Borussia Dortmund a crucifié Borussia Mönchengladbach de Ramy Bensebaini. Dès le coup d'envoi, Dortmund a imposé son rythme et a rapidement pris l'avantage avec un but de Donyell Malen.

Le Borussia Mönchengladbach a tenté de réagir, mais en vain et c'est Dort-

mund qui ajouta trois autres buts en première mi-temps, portant le score à 4-0 à la pause. Au retour des vestiaires, le Borussia Dortmund a continué à dominer, malgré un réveil tardif et une réduction d'écart de Gladbach (74') grâce à un but de Ramy Bensebaini sur penalty, provoqué et transformé par l'international algérien. Un se-

cond but viendra à la 85^e minute, trop tard pour relancer la partie. De bon augure pour... Ramy Bensebaini, qui rejoindra le club l'été prochain.

Le latéral gauche, de son côté très porté vers l'attaque, a laissé énormément d'espaces dans son dos à Malen, qui a offert deux passes décisives à Haller.

APPEL D'OFFRES

■Appartement à louer, à Oran, dans une maison de maître, grand standing pour couple 1 pou 2 enfants. Contacter : 0661.21.12.31

■Loue F2 Millénium 1^{er} étage (2.5 U) – F2 à Coca 1^{er} (2.5U), F2 St-Pierre, 1^{er} (2.5 U), F3 Cité Lescure, 10^e (2U), F3 Angle rue Mostaganem, rdc (3U), F5 Ain El Turck, 4^e (2.5 U), duplex 1^{er} 2^e Cavaignac (4U) - Ag Abdallah : 041.38.62.87 / 0770.40.87.48

■A vendre F3, 3^e étage, acte notarié, ensoleillé, bon voisinage, prix 700 millions. Adresse en face Chiali Protin, Oran Tel : 0781.73.75.69 - 0556.36.52.44

■Vends luxueux F3, 69 m², Eden-plage + F4, 127 m², 2^e + F4, 130 m², 3^e + F3, 79 m², 1^{er} Centre Ain El Turck, 2 F2, 52 m², 3^e et duplex 300 m², avec terrasse, bord de mer, actés avec L.F. Ag Imo El Bahria Ain El Turck – 0774.01.89.57

■Loue F2 67 m², 4^e étage (dernier) ; toutes commodités avec balcon, double façade, sur le 3^e périphérique ; coop immo el Whida 15 rue des Cyprès El Othmania près magasin Brand Tel : 0556.15.34.22

■A louer F4, 1^{er} étage, cité Radieuse, parking, 3 façades pour bureau, avocat, notaire... Px 3,5 U/mois – 0798.43.41.57

■Vds F2, 57 m², 3^e, Cap Falcon – Studio 60 m², rdc A/Turck + studio 55 m², 1^{er} A/Turck – Studio 40 m² rdc ave wajda + F2, 52 m² 4^e Prima + F2 45 m², 2^e, Eckmühl + F2, 50 m², 1^{er} Choupot + F3, 55 m² rdc, Lauriers Roses + F3, 65 m², 4^e Akid Ag Rahimou : 0793.82.61.44 - 0668.63.43.22

■Vds des F4 Seddikia, Courbet, Oran, TB situés, résidence 7 étages, un par palier, 7 locataires 130 m², luxe, mater 1^{er} choix avec chambre parentale, sans vis-à-vis, ascenseur, 2 façades bien ensoleillées. TRV – 50% -0661.20.80.04

■V/Loue ou éch, à Tiaret C/V, contré simil à Oran, F5, acté, 03 faç E/O/Sud, cour comm.clôt. 3.000 m² dans cité de 4 Bt clot.) park gard. Prox. Ttes comm. Loue dans villa C/V, F2, jardin + Loue 02 loc juml., Vit. Alu. 160 m², él, gaz, eau, sur princ. Bd + V/40 chaises métal. Remb. Etat neuf – Mob : 0557.74.60.91- 0558.29.57.69

■A vendre un appartement à Hassi Ameur, rdc, F3, acté, 74 m² - Tél : 05.55.94.40.80

VILLAS

■Je vous propose villa (actée) R+2, très b située au vieux Canastel (hai el Manzeh,- Oran) sup 487 m², faç + 20m endroit calme, paisible en face la forêt, près des Falaises, pas vis-à-vis Tél : 0669.00.59.03

■A.V Villa 600 m², 20 m F, R+2, Les Palmiers + villa 261 m² 10 m, F, R+2 Misserghine + villa 192 m², 11m F, R+1 Boulanger + villa 190 m², 3F, R+2, Senia + villa 335 m², 2F R+2 en face Sheraton + villa 150 m² R+1 Khawadja Boudjemaa + villa 407 m², 13m F, R+2, piscine Maraval + villa 100 m², 7m F, R+2 Kerma + villa 280 m², 15m F, R+2 Castors – Bur d'aff : - 0793.82.61.44/ 0668.63.43.22

■Vends villa 150 m² (3 façades) Trouville – Villa (2 façades) 390 m² St-Germain – Villa 304 m² Bouisseville – Villa 170 m² EPLF Bouisseville – Villa coloniale 1260 m², Bousfer-plage – Villa 270 m² Bousfer-plage face à la mer – Ag Imo Bahria Ain El Turck – 0774.01.89.57

LOCAUX

■Promotion immobilière vend local de 44 m², aménagé avec revêtement sol compacto et sanitaire, Belgaïd, près lavage Dani, cité El Mehdi, à côté de la mosquée Machaalal – Tél : 0558.79.43.27 – 0557.48.10.84

■Sidi Bel-Abbès : vend local commercial sup 16 m², centre-ville (Ronsard) titré. Contacter : - 0699.85.58.38

■Vends local 3 façades, superficie 71 m², +sous-sol, situé à Hai el Othmania, à côté du palais de justice, Marava l/Oran – Tél : 0671.22.75.45

■A louer local 100 m² pour dépôt la Lofa Es-Senia/Oran, endroit sécurisé dans une villa. Tel : 0774.99.68.08

■A louer local à Maraval, en face 15^e, sup 120 m², avec rideau électrique pour superette ou autres, bien situé. Px 15U/mois – Tél : 0798.43.41.57

ANNIVERSAIRE

Pour notre cher et adorable

Mohamed Amine ZEGHMI qui souffle sa



première bougie, **Hadj Ahmed**, ton grand père et **Mecheri** ton père te souhaitent un joyeux anniversaire et une vie pleine de bonheur, de joie et de santé. A tes 100 ans Inchallah.

Tonton **Mohamed**

Avis

Suite à un litige actuellement en instance de justice, concernant le local commercial sis au 57, Avenue Pasteur – Sidi Bel-Abbès, appartenant à la famille GAFOUR, il est demandé à tous les notaires de surseoir à toute opération de vente ou de location du dit local.



AOA Spa
Capital Social : 50 000 000 000 DA,
Registre du commerce : N° 31/00-0110058 B08
Siège social : Hai TAFNA, n°06 rue Benzrida Benaouda –Tour Jasmin – lot n°146, 1er Etage – Oran
Tél/Fax : 041766230

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

El Sharika El Djazairia El Omania Lil Asmida. « A.O.A Spa », lance un Avis d'Appel d'Offres National Ouvert Réf AOA : N°26/MOG/2023 pour :

«Le transport du personnel en journée normale et prestations y afférentes»

Les fournisseurs, intéressés, peuvent obtenir le cahier des charges après transmission par e-mail, d'une copie du registre de commerce, auprès du département C.C.C – de la société AOA Spa :

«Département Consolidation et Conclusion des Contrats»

Courriel : spm@aoa.dz

La date limite de retrait du cahier des charges est fixée à dix (10) jours à compter de la parution du présent Avis d'Appel d'Offres sur le quotidien d'Oran.

La date du dépôt des offres sera communiquée aux soumissionnaires par e-mail

Cette date peut être prorogée par AOA Spa et sera communiquée aux soumissionnaires par e-mail dans ce cas.

MAITRE KADA KELLOUCHA BOUHANA
COMMISSAIRE PRISEUR PRES LE TRIBUNAL D'AIN TEMOUCHENT
46, RUE RABHI SAID AIN TEMOUCHENT.
TEL/ fax 043.78.29.17 Mob.07.71.32.51.17

AVIS DE LOCATION PAR VOIE D'ENCHERES PUBLIQUES

إعلان عن إجار مرافق سياحية وتجارية بشواطئ أولاد بوجمعة خلال موسم اصطيفات 2023
يوم الخميس 2023/05/25

على الساعة 10 بقاعة المزاد بمقر مكتنزا سيتم إجار عن طريق المزاد العلني المصحوب بالتعهدات المضمونة للمرافق السياحية والتجارية الواقعة بشواطئ أولاد بوجمعة وفق الجدول التالي.

الرقم	البيان
1	إيجار حظيرة ووقوف السيارات بمساحة 2.811 م2
2	موقع لوضع الشمسيات والكراسي والطاولات بشاطئ ساسل بمساحة 24 م2
3	إيجار مرشاة ومراحيض بشاطئ ساسل بمساحة 24 م2
4	إيجار موقعين (02) للإطعام السريع المتنقل بشاطئ ساسل بمساحة 18 م2
5	إيجار مساحة للألعاب المائية المتنقل بشاطئ ساسل بمساحة 24 م2
6	إيجار حظيرة لتوقف السيارات لشاطئ النجمة والمرجان بمساحة 4.250 م2
7	موقع لوضع الشمسيات والكراسي والطاولات بشاطئ النجمة بمساحة 24 م2
8	إيجار موقع (01) للإطعام السريع المتنقل بشاطئ النجمة بمساحة 18 م2
9	إيجار مرشاة ومراحيض بشاطئ النجمة 24 م2
10	إيجار مساحة للألعاب المائية المتنقل بشاطئ النجمة 24 م2

محافظة البويزيد العائلي

شروط المشاركة: سحب دفتر الشروط ضروري وملزم.

SORFERT –Algérie SPA COMPLEXE D'AMMONIAC ET D'URÉE

Zone Industrielle d'Arzew

Siège social

Cité « Point du Jour », Route de Wilaya N° 32,
Section 387, Ilot N° 83 –Oran

Avis d'Appel d'Offres National et International Ouvert

N°09/SO/D.TECH /2023

La Société SORFERT Algérie Spa, sis à la zone industrielle d'Arzew, lance un avis d'appel d'offres National et International ouvert, Ayant pour objet Fourniture et Installation : Mobilier spécifique du nouveau laboratoire pour le complexe d'Ammoniac et d'Urée de Sorfert Algérie SPA.

Le cahier des charges précisant les conditions et modalités de soumission est mis par la Direction Juridique, à la disposition des soumissionnaires intéressés contre remise d'un justificatif de virement d'une somme de Dix Milles Dinars (10 000 DA) Versée à la Banque Extérieure d'Algérie Agence El Marsa N°11 rue Fertas Mohamed Arzew (Oran) au compte N° RIB: 002000700702200046 70 ou équivalent en devise pour les soumissionnaires étrangers Versé à la Banque Extérieure d'Algérie Agence El Marsa n°11 rue Fetas Mohamed Arzew (Oran) au compte N° RIB : 002000700703000006 – 67 / SWIFT code : (BIC) BEXADZAL070.

Les soumissionnaires intéressés par le présent avis d'appel d'offres, peuvent retirer le cahier des charges précisant les conditions et modalités de soumission en envoyant par courrier électronique une Copie du Registre de Commerce et le reçu de virement à: LEGAL@sorfert.com.

Le dossier d'appel d'offres accompagné des documents réglementaires conformément aux prescriptions du cahier des charges devra être fourni sous pli anonyme.

L'offre technique, ne devra en aucun cas, comporter des indications relatives aux prix et aux coûts.

L'offre doit être transmise ou déposée auprès du service BOG de Sorfert Algérie, sis a Cité « Point du Jour », Route de Wilaya N° 32, Section 387, Ilot N° 83 Oran sous double pli cacheté l'enveloppe extérieure devra comporter la mention suivante :

AVIS D'APPEL D'OFFRES national ET I NTERNATIONAL ouvert N°09 /SO/D.TECH /2023

Ayant pour objet Fourniture et Installation : Mobilier spécifique du nouveau laboratoire pour le complexe d'Ammoniac et d'Urée de Sorfert Algérie SPA.

OFFRE TECHNIQUE

-A NE PAS OUVRIR-

La date limite de réception des offres techniques est fixée au 16/06/2023 à 12h:00.

La date d'ouverture des plis techniques est fixée au 16/06/2023 à 14h,

La présente publication, valant invitation aux soumissionnaires pour assister à la séance d'ouverture des plis.

La Direction Générale

Le psychiatre-addictologue Amine Benyamina au

Le Quotidien

«Je ne suis pas de ceux qui piétinent leur diplôme algérien une fois arrivés là-bas»

Nous publions ici l'entretien qui nous a été accordé par le Docteur Amine Benyamina, en raison d'une panne technique qui ne nous a pas permis de le mettre à la disposition de nos lecteurs du Centre et de l'Ouest dans notre édition papier.



Il est là, à la réception de l'Hôtel Liberté d'Oran, bien avant le rendez-vous d'entretien. Hyperactif, il bouge trop, parle, s'agite, consulte l'actu, répond aux messageries, s'assoit puis se lève, marche à grands pas puis s'arrête... Insaisissable. Ou presque. Si c'était un enfant, on aurait diagnostiqué chez lui une pathologie d'hyperactivité. Mais voilà, Amine Benyamina n'est plus un enfant aujourd'hui.

Propos recueillis par Houari Saaïdia

Il a 57 ans, et on ne compte plus ses fonctions : psychiatre addictologue, chef de service hospitalier, prof universitaire, président de plusieurs fondations, fondateur d'un congrès international, rédacteur en chef d'une revue... Bref, de quoi remplir une demi-page de journal. «Pardonnez-moi, maintenant je suis à vous. A votre aise, comme vous voudrez. Prenez votre temps, le programme de la formation ne commencera pas de sitôt», nous dit-il courtoisement. Après l'envoi d'un e-mail «urgent» et la consultation d'un message de France 2, le docteur se dit donc prêt pour l'interview. «Sans être indiscret, le message de France 2 a-t-il un rapport avec votre passage hier soir sur cette chaîne ?», demandons-nous au professeur. «Tout à fait. C'est un message de remerciement en quelque sorte», répond-il l'air ravi. Tout en le remerciant pour sa «précieuse collaboration à cette émission de service public», France 2 fait savoir au psychiatre qu'elle était leader des antennes dans la soirée du mercredi 26 avril, avec la diffusion du téléfilm «Maman ne me laisse pas m'endormir», qui raconte la descente aux enfers d'un ado accro aux drogues, et le débat qui s'en est suivi sur l'addiction aux médicaments. Le film, s'est réjoui la chaîne, a rassemblé 3,6 millions de téléspectateurs et le débat, auquel a participé le Pr Benyamina, un peu plus de 2 millions.

«Les retours tant de la chaîne que des téléspectateurs sont au-delà de l'éloge sur la parole que vous portez, et nous sommes très fiers d'y avoir contribué», écrit encore France 2 au docteur Amine Benyamina, un incontournable de la scène médiatique, politique et médicale en France.

Malgré un calendrier des plus surchargés, il n'a pas hésité à sacrifier quelques rendez-vous en France et ailleurs pour se libérer pour sa mission d'Oran : une session de formation nationale sur des thèmes pointus

en relation avec les addictions à animer au profit de plusieurs psychiatres addictologues algériens, organisée par la boîte spécialisée dans la formation médicale et l'événementiel médical, Djazair Health. Mais il semble que ce n'est pas l'unique mobile, le manque -au sens addictologique- de la ville natale y est pour quelque chose dans le choix de notre célèbre psychiatre. Evidemment, pour le patron de l'Hôtel Liberté, la présence du Pr Benyamina à Oran, pendant cinq jours et chez lui en plus, cela ne pouvait lui passer sous le nez. Quels qu'en soient la passion ou le métier : le sport ou la culture, l'art ou la littérature, le chant ou la danse, le théâtre ou le cinéma, la mode ou la couture, la politique ou l'économie, le droit ou la technologie, la science ou la poésie, la biologie ou la robotique, «tout Algérien qui représente un modèle de réussite en son domaine mérite, au moins, qu'on lui exprime notre fierté et notre reconnaissance morale en tant qu'Algérien», souligne en passant M. Afane. Le professeur psychiatre apprécie. Ce dernier, sur la même longueur d'onde, souhaite de tout cœur pouvoir faire profiter son pays, l'Algérie, de son expérience dans le domaine qui est le sien, la psychiatrie-addictologie. «Mais sans un cadre institutionnel y afférent entre l'Algérie et la France, la collaboration (bilatérale) est un vain mot». Pour cela, «je ferai tout ce qui est en mon possible pour intervenir aussi bien auprès des académiques qu'auprès des politiques».

C'est un gars qui pèse ses mots, il faut bien lui faire confiance. Son entregent, sa volonté évidente de plaire, son côté tactile, Benyamina les cultive auprès des politiques. «J'ai compris qu'ici, il fallait être dans les réseaux», admet-il. Dès son arrivée en France, il s'inscrit au PS, tendance Fabius et accède à des responsabilités locales. Puis il jette la rose et se place dans le sillon d'un certain... Emmanuel Macron. Il fait partie des fidèles de la première heure, ceux du meeting de la Mutualité. Tous les mois, il se rend à une réunion d'un petit groupe de conseillers santé de la République en marche. «Il a un côté carriériste», souffle un politique. Certes, mais cela ne l'empêche pas de taper du poing sur la table et de prendre à témoin l'opinion publique. «Je suis macron-compatible, mais pas macron-fanatisme», lance-t-il.

Amine Benyamina en quelques lignes

Né en 1966 à Oran, il est spécialiste en addictologie et chef de service de psychiatrie et d'addictologie de l'Hôpital Paul-Brousse de l'AP-HP (Assistance publique des Hôpitaux de Paris). Il est également Professeur de la Faculté de médecine de Paris XI. Amine Benyamina est par ailleurs président de la Fédération française d'addictologie (FFA), président du Fonds actions addictions (FAA) et président du Collège national universitaire (CNU) d'addictologie et la Collégiale d'addictologie de l'AP-HP. Rédacteur en chef de la revue Alcoologie et Addictologie et administrateur de la Société française de psychiatrie biologique et neuro-psychopharmacologie (AFPBN), A. Benyamina est l'auteur de plus de 100 articles scientifiques référencés traitant des questions de thérapeutique, de bio-marqueurs et de comorbidités psychiatriques et addictives. Il a également écrit plusieurs ouvrages à vocation académique et pédagogique et coordonné plusieurs ouvrages collectifs. Il est enfin l'auteur d'ouvrages à destination du grand public traitant des questions d'addiction, notamment le cannabis et l'alcool. Il a publié entre autres ouvrages : «Promis, demain j'arrête», «Addiction au cannabis», «Le verre de trop», «Alcool et troubles mentaux», «Addictions et comorbidités» et «Comment l'alcool détruit la jeunesse». Il est d'autre part le fondateur du Congrès international d'Albatros d'addictologie qui se tient à Paris tous les ans.

Le Quotidien d'Oran : D'ordinaire, en France, les médecins à diplôme étranger se perdent dans des hôpitaux de seconde zone. Comment Amine Benyamina, jeune médecin débarquant d'Algérie au milieu des années 90, a-t-il pu faire l'exception en s'installant assez rapidement sur la plus haute marche de la médecine française et en intégrant un cercle très restreint de conseillers en Santé auprès des plus hautes instances de la République française ?

Pr Amine Benyamina : Ça ne s'est pas fait en une seule fois. J'ai mis des années à accéder à cette place enviée et importante. Mais ce n'était pas au départ mon ambition. Encore moins mon obsession. C'est en fait le résultat d'un processus. J'ai commencé comme tous les médecins diplômés à l'étranger, notamment les Algériens qui constituent le plus grand contingent. C'est-à-dire au bas de l'échelle, en travaillant comme tous. La seule différence peut-être, c'est le fait que j'étais vite militant pour la cause. Je me suis battu avec d'autres médecins pour faire reconnaître notre qualité et pour aussi, et cela je l'ai toujours dit, ne pas piétiner le diplôme que nous avons eu en Algérie et, par là même, montrer la valeur de l'enseignement que nous avons reçu dans notre pays d'origine et la qualité de formation qui était la nôtre. Cela était pour moi un fil rouge que je n'ai jamais lâché. Ce travail acharné a fini par payer et, de fil en aiguille, j'ai activé et milité, y compris dans le syndicalisme, pour faire entendre notre voix et faire reconnaître notre importance dans ce système. Au fil du temps, je me suis construit une visibilité dans la discipline qui a attiré l'attention des politiques pour leur politique à eux.

Le Q.O. : Il fallait donc se battre avec bravoure contre la discrimination, quitte à s'enchaîner aux grilles de l'Ordre des médecins.

Pr Amine Benyamina : Oui je l'ai fait. Mais ce n'est pas le seul fait. L'histoire, c'est qu'entre 1996 et 1999, nous étions dans une impasse pour la plupart d'entre nous parce qu'il n'y avait aucun texte législatif permettant à un médecin non diplômé de France d'exercer et d'être reconnu. Nous étions sur un statut très précaire de faisant fonction d'interne (FFI), c'est-à-dire même pas interne, avec en plus la nécessité de courir après les stages d'hôpital en hôpital tous les six mois. Avec pour conséquences, une instabilité personnelle et familiale et une précarité matérielle en raison des salaires bas du régime FFI. Nous étions donc dans une triple instabilité : sur les papiers, sur le salaire et sur le travail. Nous étions dans ce schéma : face à nous, un ministère de Santé qui commençait à tendre l'oreille mais face à celui-ci une alliance de médecins français défavorable à notre intégration et un Ordre de médecins qui ne nous voyait pas d'un bon œil. Ceci alors que les praticiens et les chefs de services dans les hôpitaux, eux, avaient besoin de nous parce qu'ils vivaient dans un désert en matière de démographie médicale. Autrement dit, nous avions, contre nous, une instance institutionnelle qui était conservatrice et elle le demeure et, avec nous, une corporation professionnelle de médecins praticiens, mais qui n'était pas puissante. Dès lors, pour nous, la seule solution à cette équation consistait à démonter aux Français que pour pouvoir se soigner il fallait nous aider à convaincre l'Ordre des médecins de nous reconnaître et de nous incorporer. Et la meilleure façon pour mettre en œuvre ce plan, c'était des coups d'éclat parmi lesquels il y avait celui-là (l'action d'enchaînement aux grilles de l'Ordre des médecins) que l'histoire a retenu.

Q.O. : Cela est un résumé très résumé de votre parcours de militant en France. Mais avant que vous ne débarquiez à Paris, diplôme de médecin-psychiatre en main,

quels ont été les points marquants de votre biographie ?

Pr Amine Benyamina : J'ai eu mon diplôme de médecin à la Faculté d'Oran en mai 1996. Je ne voulais pas trop attendre pour faire une formation par la suite, un peu comme tous ceux qui veulent apprendre des choses qu'on n'apprend pas chez soi. Je suis parti ainsi en France en juillet 1996.

Q.O. : Mais avant, vous étiez déjà en France avec votre famille, n'est-ce pas ?

Pr Amine Benyamina : Tout à fait, entre 11 et 17 ans. J'ai fait mon collège/lycée et je suis rentré ensuite au bled, où j'ai passé mon Bac puis j'ai eu mon diplôme de psychiatrie à la Faculté de médecine d'Oran. Je me suis marié et j'ai eu un enfant en 1995. Près d'un an plus tard, j'ai décidé d'aller en France pour faire une sous-spécialité de psychiatrie. Arrivé à Paris en été 1996, j'étais hébergée par ma sœur. Vite, je me suis rendu compte que je n'avais aucune possibilité de travailler ni de vivre de mon métier. J'ai tapé à toutes les portes, en vain. C'est à ce moment-là que ma fibre militante s'est exercée et s'est affinée en quelque sorte. J'ai rencontré des gens formidables en France, il faut le reconnaître. Des gens de la Ligue des droits de l'Homme, des associations humanitaires... Il y avait des collectifs qui étaient sur place. Evidemment, je n'étais pas seul mais il y avait tout un groupe de copains plus ou moins dans la même situation que moi. On a organisé les choses et, peu à peu, on est sorti de l'ombre. Trois ans de militantisme. 1999, le ministre de la Santé de l'époque, Bernard Kouchner, a fait sortir un texte permettant de nous régulariser. Nous avons été régularisés donc et chacun de nous a commencé à travailler. Moi, j'ai eu mon premier poste d'assistant à l'hôpital psychiatrique. Ensuite, j'ai passé mon concours de praticien hospitalier, mais je me suis tourné vers un service universitaire. C'est là où ma carrière a basculé, le déclic. J'ai ainsi quitté les Hôpitaux psychiatriques pour aller à l'Assistance publique des Hôpitaux de Paris (AP-HP), un prestigieux centre hospitalier universitaire pour Paris et l'Ile-de-France regroupant plus d'une trentaine d'hôpitaux, où j'ai fait toute ma carrière. J'y suis entré par la petite porte, j'étais faisant de fonction interne (FFI) dans mon hôpital (Hôpital Paul-Brousse), dans mon service (psychiatrie addictologie)... que je dirige maintenant. Je me souviens, quand je me suis inscrit comme FFI, le patron de la psychiatrie Paris-Saclay m'a dit : «Monsieur Benyamina, vous pouvez évidemment faire de la psychiatrie, mais n'espérez jamais une carrière à l'Assistance publique. Je vous conseille d'aller trouver un poste à 50 kilomètres de Paris dans les Hôpitaux psychiatriques». L'ironie du sort veut que la place qu'il avait à l'époque, c'est moi qui l'occupe aujourd'hui. Et même beaucoup plus.

Q.O. : Cette phrase à la limite du dédain qui de plus est venant d'un éminent psychiatre, qu'on imagine bien qu'elle vous aurait blessé dans votre amour-propre, a-t-elle suscité dans le for intérieur du jeune «faisant de fonction interne» un sentiment de défi ? Une pulsion de l'inconscient ?

Pr Amine Benyamina : Peut-être que oui. Probablement. Inconsciemment j'avais besoin de prouver des choses aux autres, à moi-même surtout. Mais une chose est sûre, j'avais l'envie et la rage. Et donc là, j'ai passé le PH (praticien hospitalier) et j'ai commencé à travailler. J'ai débuté avec un chef de service, décédé il n'y a pas si longtemps, qui m'a fait confiance. Le grand professeur Julien Daniel Guelfi (éminent professeur français de psychiatrie à l'Université de Paris-Descartes, praticien attaché à la clinique des maladies mentales et de l'encéphale à l'Hôpital Sainte-Anne). Il m'a demandé de faire équipe avec lui. Il m'a dit : «Puisqu'il n'y a pas de poste pour toi, je te propose les patients qui ont des problèmes d'addiction et d'alcool et d'aller les voir au centre hépatobiliaire». Et c'est comme ça que j'ai commencé à m'intéresser à l'alcool.

Suite en page 12

Le psychiatre-addictologue Amine Benyamina au **Le Quotidien**

«Je ne suis pas de ceux qui piétinent leur diplôme algérien une fois arrivés là-bas»

Suite de la page 11

Le Pr Guelfi a quitté ensuite l'Hôpital Paul-Brousse en 2000 pour aller à l'Hôpital psychiatrique de Sainte-Anne. Puis un autre professeur est arrivé, le Pr Michel Reynand (psychiatre et addictologue français, professeur des universités et praticien hospitalier qui a travaillé à structurer l'addictologie comme discipline en France, puis en créant le Fonds Actions Addictions). C'est lui qui m'a le plus fait confiance et m'a chargé d'organiser un grand service d'addictologie universitaire en France. Ce à quoi je me suis déployé depuis lors.

Q.O. : C'était donc le point de départ de votre carrière d'addictologue. Faisant un saut dans le temps jusqu'à fin 2017 pour retrouver cette lettre que avez adressée au Président Emmanuel Macron, lui demandant de décréter les addictions «Grande cause nationale». Espérez-vous toujours obtenir gain de cause ?

Pr Amine Benyamina : Oui, je l'espère toujours. En tout cas, je ne désespère pas, d'autant que Macron a été réélu Président dans l'intervalle. Ce n'est pas un secret de Polichinelle : depuis cette époque-là, j'ai une proximité de fait soit avec le chef d'Etat lui-même, soit avec ses équipes et j'ai travaillé avec tous les ministres qui se sont relayés sur le département de la Santé. Il y a cinq jours d'ailleurs j'étais avec le ministre de la Santé et de la Prévention, François Braun, et il m'a chargé d'une mission sur les racines des addictions. Je dois lui remettre un rapport là-dessus, qui permettrait d'avancer sur la question.

Q.O. : Et quel était l'argumentaire sur lequel vous vous appuyez pour demander au Président Macron de décréter les addictions «Grande cause nationale» ?

Pr Amine Benyamina : Mon argumentaire est d'ordre épidémiologique. Les addictions concernent tout le monde. Elles sont à la fois liées à des produits illicites, des drogues prohibées, et à des drogues licites, tels que l'alcool, le tabac, le poppers et les médicaments. On sait d'autre part que les drogues touchent de plus les jeunes qui sont l'avenir de l'humanité. Et en France, on a aujourd'hui un grand débat sur le tabac, l'alcool, le cannabis, etc. Le raisonnement est le même en Algérie, toutes proportions gardées. En Algérie, je sais, l'un des plus grands sujets d'actualité dans ce domaine est celui lié au phénomène des médicaments détournés... Tout cela constitue, pour nous les psychiatres addictologues, la matière pour organiser un débat national et pour mobiliser la société civile pour cette cause. Voilà en substance la toile de fond de ma demande au président de la République de décréter les addictions «Grande cause nationale» et je pense que le gain de cause viendra un jour. En tout cas, j'ai l'intention et je suis décidé même de questionner à nouveau le Président Macron sur ce sujet dès que j'en aurai l'occasion et je lui présenterai de nouveaux éléments par rapport à 2017.

Q.O. : Janvier 2023, le professeur Amine Benyamina a été à la tête d'un groupe de médecins de son service ayant reçu la Légion d'honneur. Pouvez-vous nous en parler un peu plus ?

Pr Amine Benyamina : Ecoutez, j'étais le premier surpris. J'étais à l'époque, entre décembre 2022 et janvier 2023, en vacances avec ma famille dans la montagne, quand j'ai reçu vers minuit des messages de félicitations envoyés par des copains. «C'est quoi le truc ?». Ils m'ont dit que mon nom figurait sur la liste de la Légion d'honneur proposée par Macron. J'en étais fier. Ça ne se demande pas, ça ne se porte pas mais ça ne se refuse pas. J'ai été décorée par le Pr Didier Samuel, en sa qualité de PDG de l'Inserm (Institut national de la santé et de la recherche médicale). Je suis fier pour moi, pour ma famille et pour l'Algérie, mon pays. Cette haute distinction est un honneur pour un enfant de l'Algérie, qui est né en Algérie, élevé, instruit et formé en Algérie. Encore une fois, je ne suis pas de ceux qui piétinent leur diplôme d'Algérie une fois ailleurs. Et j'estime que c'est l'Algérie qui est honorée à travers moi.

Q.O. : Au fait, Professeur, question qui effleure l'esprit de votre présent interlocuteur en voyant, là maintenant, presque tout le monde scotché à l'écran d'un PC portable, un mobile, un smartphone... y compris vous-même entre deux questions/réponses : La cyberdépendance est-elle une pathologie ?

Pr Amine Benyamina : C'est une pathologie qu'on traite mais elle n'est pas inscrite en tant que telle. Disons que ça fait débat. Moi, selon mon expérience, j'en ai discuté avec des confrères et nous tous d'accord sur le fait qu'actuellement la seule affection comportementale qui a été reconnue et répertoriée, c'est le jeu pathologique dit aussi jeu compulsif, qui est défini comme «une pratique inadaptée, persistante et répétée du jeu, causant une détresse cliniquement significative chez le sujet qui la présente». Et notamment le jeu d'argent ou le pari. Mais pour l'instant, tout ce qui est écran, vidéo et tout ça, n'est pas considéré comme un comportement pathologique. Je pense que les lobbys de Net y sont pour quelque chose, au moins. Mais moi personnellement quand je vois les jeunes et comment ça fonctionne les écrans, les tablettes, les machines... je pense qu'on doit faire tout un travail de psychologie. Et puis, ça suit la définition de l'addiction, c'est-à-dire : une atteinte de la vie quotidienne, manque en cas d'absence du produit, altération fonctionnelle, une fréquence excessive, croissante et non contrôlée au détriment d'autres activités, poursuite du comportement malgré les conséquences dommageables, entre autres.

Q.O. : Justement en parlant des critères principaux pour la définition de l'addiction comportementale selon les classifications diagnostiques DSM 5, même la prière «excessive» risquerait d'être classée en tant que telle. Mais ce raisonnement, tant est qu'il en soit un au sens logique et scientifique, n'est-il pas finalement juste l'effet déformateur de la vulgarisation scientifique ?

Pr Amine Benyamina : Disons que c'est une définition très généralisée. Et donc très imprécise. Ce qu'on ne dit pas parce qu'il y a une vraie évolution là-dessus, c'est qu'on a un substratum neurobiologique qu'on trouve dans le comportement lié à l'addiction. Puis il y a une subtilité entre addiction et obsession. Pour pouvoir être dans une démarche addictive, il faut qu'il y ait la notion de tolérance, c'est-à-dire un même comportement ne produit pas le même plaisir à la même dose. Dans l'addiction, il faut augmenter la dose pour retrouver les mêmes sensations. Par exemple les sucres, on s'est posé la question et là on a vraiment des sujets très «addict» de plus en plus parce qu'ils viennent stimuler le cerveau, ce qu'on appelle le système de récompense. Ce n'est pas le cas de tous les produits. C'est comme le sport, pour prendre un autre exemple. La majorité des sportifs sont heureux et vont bien. Mais vous avez un petit nouveau qui fait du surentrainement, ce qu'on appelle la bigorexie, c'est-à-dire l'addiction à l'activité physique ou à l'effort. Ils font du sport quel que soit l'état de leurs corps car s'ils ne stimulent pas leur circuit de récompense ils seront mal à l'aise ou bien pire encore.

Q.O. : En Algérie, il existe un déficit, tant en effectifs médicaux qu'en structures hospitalières, en matière d'offre de soins de psychiatrie, et ce de l'aveu même du ministère de la Santé qui s'y attèle notamment à travers le «Plan national de promotion de la santé mentale». Ce déficit se révèle d'ailleurs au travers de deux chiffres-clés : 1.000 psychiatres et 24 établissements hospitaliers psychiatriques pour une population de 45 millions d'habitants. A titre comparatif, en France, où vous travaillez, il existe 15.500

psychiatres et 617 structures hospitalières psychiatriques pour une population de 68 millions de personnes. Qu'en dites-vous ?

Pr Amine Benyamina : Il est vrai qu'en Algérie la psychiatrie est la discipline qui a été la plus désertée par ses praticiens, notamment les médecins psychologues. Et là, il faut que je corrige ce qui me semble être une idée reçue. En fait, tout le monde ne part pas pour quitter l'Algérie, pour s'installer ailleurs. Chez beaucoup d'entre eux, il y a surtout un besoin de formation qui motive ce départ. La psychiatrie est une discipline généraliste et ce qui est important maintenant c'est de développer les sous-spécialités, telles que la psychothérapie, les thérapies comportementales, l'addictologie, la pédopsychiatrie, la neuro-psychopharmacologie, la psychiatrie interventionnelle, etc. C'est ce large éventail de sous-spécialités qu'il faut développer, surtout dans les grands centres hospitalo-universitaires et en outre faciliter les collaborations avec l'étranger. Moi je suis prof de psychiatrie, j'étais élevé ici en Algérie, formé ici en Algérie, j'ai eu mon diplôme de psychiatrie ici en Algérie, alors je déplore que je n'aie suffisamment pas de possibilité pour venir aider ici en Algérie. Moi je veux bien aider mais il faut que les conditions administratives nous facilitent la collaboration...

Q.O. : Il n'y a pas de cadre administratif qui permet ce genre de collaboration en psychiatrie, d'une manière générale, entre l'Algérie et la France ? Même pas des jumelages inter-hôpitaux psychiatriques ?

Pr Amine Benyamina : Pas du tout. Absolument pas. Je le dit haut et fort. Et j'appelle de tous mes vœux les responsables pour


qu'il y ait un cadre législatif pour pouvoir faciliter les collaborations entre les deux pays en ce domaine. Et ce d'autant que le contexte politique s'y prête avec ce processus de rapprochement entre les deux pays qui est en train de se dérouler. La mise en place d'un tel cadre nous permettra à coup sûr de collaborer avec nos confrères algériens dans tous les segments pratiques académiques scientifiques liés à la psychiatrie. Il y a beaucoup d'excellents psychiatres en Algérie, dont certains que je connais personnellement comme par exemple la Professeur Aïcha Dahdouh au niveau de l'Hôpital psychiatrique d'Oran et aussi maître conférencière à la Faculté de médecine d'Oran, qui est vraiment une excellente addictologue. Pareil à Alger, à Constantine, à Annaba et un peu partout en Algérie, où nous avons de remarquables psychologues. On ne demande qu'à être encadrés et structurés dans un cadre interprofessionnel officiel pour pouvoir collaborer les uns avec les autres. Quant à moi, je ferai tout ce qui est en mon possible en intervenant aussi bien auprès des académiques qu'auprès des politiques pour donner corps à cette idée. L'Algérie et la France sont en train de lancer de grands projets dans d'autres domaines, on ne peut que s'en réjouir, des deux côtés. Mais il n'y a pas que l'industrie, le commerce et les hydrocarbures. Il y a d'autres domaines, qui sont tout aussi sinon plus importants, à mon sens, dont le domaine médical. Là au moins on est dans le consensuel, assurément.

Q.O. : Un dernier mot peut-être ?

Pr Amine Benyamina : Je veux donner à mon pays l'Algérie sans rien attendre en retour, car elle m'a déjà tant donné.

Houari Saaïdia

Publicité



الشركة الوطنية للتأمين
Société Nationale d'Assurance 0239512

DIRECTION REGIONALE D'ORAN

CITE ADMINISTRATIVE ZONE USTO – BP/279- ORAN

APPEL D'OFFRES N° 01 /SAA/2023

NIF/ N° 097911607008246 224

La Société Nationale d'Assurance par abréviation S.A.A Direction Régionale d'Oran, lance un avis d'appel d'offre pour :
Réalisation des travaux d'Aménagement de l'Agence SAA Arzew CODE 2202
Sis : Rue FRANTZ FANON ARZEW VILLE – ARZEW- Oran.
Les entreprises intéressées peuvent retirer le cahier des charges contre paiement de 3000 DA auprès de :

La Direction Régionale de la SAA d'Oran
Sis à : Zone Administrative USTO Oran

Les pièces exigées :

- ✓ Copie de la carte d'immatriculation fiscale
- ✓ Copie du registre de commerce.
- ✓ Copie L'extrait du casier judiciaire du soumissionnaire.
- ✓ Attestation de mis à jour (CNAS, CASNOS)
- ✓ Copie des bilans des trois derniers exercices.
- ✓ Copie de l'extrait de rôle daté de moins trois mois
- ✓ Position fiscale et para fiscale.
- ✓ Références professionnelles.
- ✓ Qualification professionnelle 3 et plus.

- Les dossiers incomplets ne seront pas pris en considération.
- Les offres pourront parvenir par voie postale, par porteur, ou être Déposées, sous double pli cacheté, auprès DE LA DIRECTION REGIONALE SAA Zone Administrative USTO ORAN

L'enveloppe extérieure doit être anonyme et ne comporte que la mention suivante :

Avis d'Appel d'offres nationale N° 01 / SAA / 2023
« A ne pas ouvrir »

- date limite de réception des offres est fixée à 21 jours de 08.30 à 12h à compter de la première parution du présent avis.
- Les offres demeurent valables cent vingt (120) jours, les soumissionnaires pourront assister à l'ouverture des plis, qui sera publique, et ce tiendra au siège de la Direction Régionale d'Oran sise : Zone Administrative USTO Oran, le dernier jour de dépôt des offres à 14 heures, si ce jour coïncide à un jour férié, l'ouverture des plis se tiendra le 1^{er} jour ouvrable qui suit le jour férié.

Société Par Actions au capital social de 30 milliards de D.A Immeuble SAA, Quartier d'Affaires Bab Ezouar - Alger
Tél (Standard) : 021 22 50 00 / 021 22 50 50 / 021 22 51 51 - Site Web : www.saa.dz

ANEP N° 2331100228 Le Quotidien d'Oran 15/05/2023

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE SIDI BEL ABBES
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS
NIF : 228.224.29.54
CONCOURS D'ARCHITECTURE RESTREINT N° 50/2023
La Direction des Equipements Publics de la Wilaya de Sidi Bel Abbès Lance un avis de concours d'architecture
restreint relatif à :
**L'ETUDE ET SUIVI POUR LA REALISATION ET EQUIPEMENT D'UNE ECOLE PRIMAIRE TYPE 2
A LA COMMUNE DE SIDI BRAHIM**

Les bureaux d'études intéressés par le présent avis peuvent retirer le cahier des charges auprès du siège de la direction des équipements publics de SIDI BEL ABBES. Cite MAKAM CHAHID
La durée de préparation des offres de candidature est fixée à 10 jours à compter de la première publication de l'avis de concours sur la presse Nationale ou le BOMOP.
Composition du dossier de concours :

A- LE DOSSIER DE CANDIDATURE COMPREND :

- Une déclaration de candidature selon modèle, remplie, datée, signée par le candidat et portant son cachet ;
- Une déclaration de probité selon modèle, remplie, datée, signée par le candidat et portant son cachet ;
- Tout document permettant de justifier et d'évaluer les capacités des candidats

Toutes les pièces administratives demandées doivent être valides le jour de l'ouverture des plis.

C. Capacité professionnelle :

- Pour les architectes agréés, justifier :
 - De l'agrément de l'année 2023
 - Et d'un protocole d'accord en cas de groupement (mise à jour de l'agrément de l'année en cours 2023 délivré par l'Ordre des architectes pour les architectes agréés, l'agrément pour les ingénieurs agréés valide le jour de l'ouverture des plis) et/ou statut en cas de société (SCP)
- Pour les bureaux d'études publics, justifier :
 - Du statut d'entreprise public économique (EPE) du bureau d'études ou d'un décret de création ;
 - Et de l'extrait du registre de commerce électronique pour les BET étatiques ou société portant code architecture (807009), légalisé par CNRC territorialement compétent.

d. Capacité financière :

- Avoir cumulé un chiffre d'affaires de 1.134.000,00 DA
- En prenant en compte les trois meilleurs chiffres d'affaires des cinq dernières années. Les bilans devront être visés par un comptable agréé par l'état et/ou les services des impôts.

C. Capacités techniques :

Références professionnelles :

Avoir assuré la maîtrise d'œuvre d'un projet de catégorie B ou plus, ou 02 projets de catégorie A, et en adoptant, si nécessaire, les équivalences (projet de logement/projet d'équipement), ci-après :

Projet de logement	Equivalent en projet d'équipement
- Projet <50 logts	- Equipement de cat «A».
- 50<Projets150 logts	- Equipement de cat «B».
- 150<Projets1000 logts	- Equipement de cat «C».
- 1000<Projets2000 logts	- Equipement de cat «D».
- Projets>2000 logts	- Equipement de cat «E».

En cas de groupement : avoir réalisé l'étude ou l'étude et suivi d'un projet de même catégorie « B » ou plus, ou 02 projets de catégorie « A » pour le chef de fil.

N.B : Les références professionnelles sont à justifier par des attestations de bonne exécution sans limitation de délais délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ;

Moyens humains :

- Disposant d'un minimum de personnel, justifié par les CV, les diplômes, les attestations d'affiliation individuelles visées par la CNASAT durant le trimestre de l'avis de concours ;
- Un chef de projet architecte ou un ingénieur en G.C justifiant d'une expérience minimale de (03) trois ans.
- Un technicien supérieur ou licencié dans les métiers du bâtiment justifiant d'une expérience minimale de (02) deux ans.
- L'architecte agréé ou le mandataire en cas de groupement ne peut pas faire partie de l'équipe permanente, il sera sujet à notation lors de l'évaluation de l'offre technique.

N.B : L'expérience de l'équipe permanente sera justifiée par la date d'obtention du diplôme.

Seule l'expérience supérieure à celle exigée dans le dossier de candidature sera prise en considération lors de l'évaluation de l'offre technique.

Moyens matériels :

- Justifier de l'adresse professionnelle du siège du bureau de l'architecte (acte de propriété, contrat de locationetc.).

B- L'OFFRE TECHNIQUE COMPREND :

- La déclaration à souscrire, selon modèle ci-joint, renseignée, datée, signée par le candidat et portant son cachet.
- L'extrait du registre de commerce électronique pour les BET étatiques ou société portant code architecture (807009), légalisé par CNRC territorialement compétent.
- Copie certifiée des documents originaux portant sur le statut juridique de la société.
- Copie d'extrait de rôle du soumissionnaire et des membres du groupement éventuellement ; (Extrait rôle apuré, dans le cas contraire un échéancier valide le jour de l'ouverture des plis est obligatoire)
- Attestation de mise à jour (CNAS, CASNOS) valide le jour de l'ouverture des plis.
- Copie de la carte d'immatriculation fiscale lorsqu'il s'agit d'une personne physique, et du gérant ou du directeur général de l'entreprise lorsqu'il s'agit d'une société.
- Copie des bilans fiscaux des cinq dernières années visées par un comptable agréé par l'état et/ou les services des impôts.
- Références professionnelles du partenaire cocontractant justifiées par des attestations ou des attestations de bonne exécution de catégorie A ou B délivrées par les différents maîtres d'ouvrage publics à savoir étude ou étude et suivi.
- Attestation du dépôt légal des comptes sociaux année 2021 ou éventuellement année 2022.
- PV de visite de site
- Délai d'étude.
- En cas de groupement, le protocole d'accord de constitution du groupement indiquant le chef de fil ainsi que la responsabilité solidaire des bureaux d'études en faisant partie, la part que délient chaque membre du groupement (en pourcentage)
- Mémoire technique justifiant permettant d'évaluer l'offre technique du candidat, en matière de :
 - Organisation (Note décrivant l'organisation de l'équipe de la phase étude et de la phase suivi).
 - Moyens humains à mettre à la disposition du projet, accompagné d'un engagement du maître d'œuvre : à mettre à la disposition du projet le personnel concerné et ce conformément à l'arrêté n°04 du 12 janvier 2017 fixant le profil des intervenants dans la mission suivi de la maîtrise d'œuvre en bâtiment et la composition des équipes en fonction de la complexité de l'ouvrage ; et justifiés par les CV, les diplômes + les attestations d'affiliations individuelles visées par la CNASAT durant le trimestre de l'avis de concours.
 - Moyens matériels à mettre à la disposition du projet justifiés par des cartes grises et assurances valides le jour de l'ouverture des plis pour le matériel roulant et un PV d'expertise de constat du matériel non roulant de l'année de soumission établi par un expert agréé par l'état ou d'huissier de justice.
- Le cahier des charges paraphé sur toutes ses pages, portant à sa dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».

E. L'offre DES PRESTATIONS COMPREND :

- C-1 Pièces graphiques sous format A1.
 - Plan de situation à l'échelle appropriée.
 - Plan d'aménagement des espaces extérieurs indiquant les différents accès, la voirie, les circulations, les stationnements à l'échelle appropriée (1/200°, 1/500°).
 - Plan indiquant le traitement paysager, mobilier.
 - Plan masse à l'échelle appropriée (1/200°, 1/500°).
 - Les vues en plan aménagées et sommairement cotées des différents niveaux à l'échelle (1/100°, 1/200°).
 - Les coupes sommairement cotées et façades à l'échelle appropriée (1/100°, 1/200°).
 - Perspectives et croquis illustrant l'ambiance et l'image du projet.
 - Vue axonométrique de l'ensemble.
 - Schémas des réseaux sommaires.
- Tout autre document (image de synthèse 3Detc.) nécessaire à une meilleure appréciation de la conception et du fonctionnement du projet.
- C-2 Pièces écrites
 - En plus des pièces graphiques citées ci-dessus le candidat doit présenter les pièces écrites en langue nationale ou en langue française suivantes :
 - Une note explicative de la partie architecturale, une explication argumentée des points de vue de son inscription dans le site, de sa valeur d'usage et de ses options techniques et esthétiques
 - Un tableau récapitulatif des surfaces du projet avec indication de l'affectation des locaux, de leur nombre, des surfaces utiles unitaires et des surfaces utiles totales.
 - Un rapport de présentation du projet : justifiant la partie d'aménagement et architectural, la programmation, les surfaces, le coût des travaux.
 - Tableau Un tableau comparatif des surfaces faisant apparaître les surfaces utiles des entités fonctionnelles et les surfaces du programme
 - Organisation (en relation avec la réalisation).

C. 3/ Enveloppe de l'anonymat

- Elle contient l'identification du candidat (Le nom, la raison sociale, Numéro de portable, Numéro de téléphone fixe, le numéro de fax, Email s'il existe et l'adresse de la personne physique ou morale du candidat ainsi que le code du bureau d'études qui devra être constitué de Sbx « 06 » chiffres

F. L'OFFRE FINANCIERE COMPREND :

- La lettre de soumission, selon modèle joint au présent cahier des charges, remplie, datée et signée par le candidat ;
- Une proposition d'honoraires (en TTC) pour la prestation de maîtrise d'œuvre (partie fixe et/ou partie variable).

NB : Aucune information relative au montant de l'offre financière ne doit figurer dans les plis de prestations, sous peine de rejet de l'offre.

NB : 1-Conformément aux dispositions du décret présidentiel n° 15-247 du 16 Septembre 2015 portant réglementations des marchés publics et des délégations de service public, notamment son article 48, alinéa 4, les candidats procèdent uniquement au dépôt d'une offre de candidature.

2-L'offre de candidature ne doit en aucun cas comporter des indications sur le prix de la soumission sous peine de rejet de l'offre.

Le soumissionnaire présentera son offre de la manière suivante :

L'offre de candidature dans une première enveloppe cachetée portant la mention offre de candidature ; cette dernière sera mise dans une autre enveloppe anonyme portant la mention suivante :

CONCOURS D'ARCHITECTURE RESTREINT N° /2023 relatif à :

**L'ETUDE ET SUIVI POUR LA REALISATION ET EQUIPEMENT D'UNE ECOLE PRIMAIRE TYPE 2
A LA COMMUNE DE SIDI BRAHIM**
« Soumission à ne pas ouvrir ».

Les plis doivent être parvenus à la direction des équipements publics à MAKAM CHAHID le dernier jour de la durée de préparation, au plus tard à 12 H 00 mn.

La durée de préparation des offres techniques est fixée à 10 jours à compter de la première publication de l'avis de concours sur la presse Nationale ou le BOMOP. Si ce dernier jour correspondant au dépôt des offres et d'ouverture des plis coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal la durée de préparation sera prorogée au jour ouvrable suivant. L'ouverture des plis de candidature prévue en séance publique et se tiendra le dernier jour de la préparation des offres à partir de la 1ère publication de l'avis de concours d'architecture restreint dans le BOMOP ou quotidiens nationaux à 14h 00 mn.

Les soumissionnaires sont cordialement invités à la séance d'ouverture des plis qui aura lieu le jour de dépôt des offres à 14 h 00 mn.

Le soumissionnaire reste engagé pour ses prix pour une durée de 03 mois augmenté du délai de préparation des offres à compter de la date d'ouverture des offres techniques, de prestations et financières.

LE DIRECTEUR

ANEP N° 2331004093 Le Quotidien d'Oran 15/05/2023

Republique Algérienne Démocratique et Populaire

Wilaya de mascara

Daira de Hachem

Commune de Nesmoth

Avis d'Atribution Provisoire

**PROJET : Entretien d'un chemin reliant nesmoth centre au douar
o/ kaddour sur 2500 ML**

-En application des dispositions de l'article 65 . du Décret présidentiel n° 15-247 du 02 di el hidja 1436 correspondant au 16 septembre 2015 modifiant et complétant le décret présidentiel n° 13-03 du 01 rabiaael awel 1434 correspondant au 13 janvier 2013 portant réglementation des marchés publics. Et délégation de service public

. le président de l'assemblée populaire communale de la commune de Nesmoth informe l'ensemble des entreprises ayant participé à l'appel d'offre ouvert avec exigence des capacités minimales...01/2023 du 30-03-2022 " 02eme fois " après l'annulation Publié au journal " EL ROUH EL RIADHIA " on Arab le 12/04/2023 et en Français le 17/04/2023 au journal "LE QUOTIDIEN D'ORAN " relatif à :

**PROJET : Entretien d'un chemin reliant nesmoth centre au douar
o/ kaddour sur 2500 ML**

. qu' après :

L'ouverture des offres technique et financière : -26-04-2023.

L'évaluation des offres technique et financière: 02-05-2023.

L'évaluation des offres technique et financière suivant les critères arrêtés dans le cahier des charges, le projet A été provisoirement attribué comme suite :

N°	L'OPERATION	L'ENTREPRISE	MONTANT	DELAI	NIF DE L'ENTREPRISE	NOTE TECHNIQUE
01	PROJET : Entretien d'un chemin reliant nesmoth centre au douar o/ kaddour sur 2500 ML	SARL MOUSSA OMAR CONSTRUCTION MASCARA	17.688.457.50 DA En TTC	03 MOIS	001729066389818	97.00 POINT Moins Disant

Conformément du Décret présidentiel n° 15-247 du 02 di el hidja 1436 correspondant au 16 septembre 2015 modifiant et complétant le décret présidentiel n° 13-03 du 01 rabiaael awel 1434 correspondant au 13 janvier 2013 portant réglementation des marchés publics, et délégation de service public

*tout soumissionnaire qui conteste ce choix, peut introduire un recours auprès de la commission du marché de commune dans un délai de dix (10) jours à compter de la première parution de l'avis d'attribution provisoire dans les journaux quotidiens conformément au l'article 114 .

NIF DE L'APC: 0984.29.45907.34.01

NESMOTH LE :02/05/2023

LE P/APC

ANEP N° 2331004238

Le Quotidien d'Oran 15/05/2023

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS
WILAYA D'EL BAYADH

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL AVEC EXIGENCE DE CAPCITES MINIMALES N°...../2023

Un avis d'appel d'offre national est lancé pour la réalisation des travaux de :

OBJET : REALISATION D'UN GROUPE SCOLAIRE TYPE B A EL BAYADH (ROUTE MECHERIA).EN LOTS UNIQUE.

PARTIE FIXE:

BLOC PEDAGOGIQUE

A- BLOC SANITAIRE

B- MUR DE CLOTURE

C- VOIRIES RESEAUX DIVERIS (V-R-D)

D- CHAUFFAGE CENTRAL

E- BACHE A EAU

PARTIE CONDITIONNELLE:

1- DEMI-PENSION

2- BLOC LOGEMENT DE FONCTION

ELIGIBILITE DES CANDIDATS :

1-Les capacités professionnelles: Seules les entreprises Qualifiées à la catégorie 4 et plus , dont l'activité principale bâtiment sont autorisées à soumissionner.

2- les capacités techniques :

Humains : ingénieur ou master génie civil .

Matériel : camion malaxeur – Grue mobile

3- Références professionnelles : Les entreprises Ayant déjà réalisé, durant les 03 dernières années, un projet similaire ou un projet de catégorie B

(Références professionnelles dûment justifiées par des attestations, de bonne exécution délivrée par les maîtres d'ouvrages publics et comprenant type de projet.)

Les entreprises intéressées par le présent avis peuvent retirer les cahiers des charges au siège de la DEP à côté du siège de la Daira d'El Bayadh N°: 00023202015003669000 . Les offres accompagnées obligatoirement des pièces et documents exigés par la réglementation en vigueur à savoir:

1- DOSSIER DE CANDIDATURE TECHNIQUE ET FINANCIERE (voir le cahier des charges)

NB : - L'évaluation des offres financières ne concerne que ceux dont l'offre technique était de 75 points ou plus et dont l'offre financière est la moins disante.

Les entreprises peuvent retirer le cahier des charges dès le premier jour de la parution de l'avis dans le BOMOP et les journaux quotidiens.

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes scellées et cachetées indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offre ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » et « offre financière », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme comportant la mention « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres » appel d'offres n°..... L'objet de l'appel d'offres . Celle-ci doit parvenir au service contractant à la date et l'heure limite de dépôt des offres.

« A NE PAS OUVRIR »

OBJET : REALISATION D'UN GROUPE SCOLAIRE TYPE B A EL BAYADH (ROUTE MECHERIA).EN LOTS UNIQUE.

La durée de préparation des offres est fixée à : 10 jours, à partir de la première parution de l'avis dans le BOMOP et les journaux quotidiens, date de dépôt des offres est fixée le jour correspondant au dernier jour de la préparation des offres avant 14:30 min.

L'ouverture des dossiers de candidature, des offres techniques et financières sera faite par la commission d'ouverture et évaluation des offres en séance publique et en présence de l'ensemble des soumissionnaires le même jour de dépôt des offre à 14:30 min au siège de la Direction des Equipements Publics. Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 100 jours.

LE DIRECTEUR

ANEP N° 2331004245

Le Quotidien d'Oran 15/05/2023

2

20.10 Bardot



09.50 Tout le monde a son mot à dire
10.20 Chacun son tour
10.55 Tout le monde veut prendre sa place
12.00 Journal
12.44 C'est bon à savoir
12.55 Ça commence aujourd'hui
15.15 Affaire conclue
17.00 Tout le monde a son mot à dire
17.35 N'oubliez pas les paroles
19.00 Journal
19.44 Objectif palme

Saison 1 - Episode 3 : La Madrague
1957. Brigitte enchaîne les tournages. Elle parvient à faire rentrer à Paris Jean-Louis, stationné en Allemagne, pour y terminer son service militaire près d'elle. Un appel de son idole, le chanteur Gilbert Bécaud, l'enchanter. Après une émission de télévision, les deux stars ont un coup de cœur. Se sentant trahi, Jean-Louis quitte Brigitte. L'actrice entame alors une liaison avec Bécaud alors qu'elle tourne aux côtés de Jean Gabin dans « En cas de malheur » de Claude Autant-Lara.

3

20.10 L'empereur de Paris



09.50 Consomag
11.00 Journal
13.05 Un cas pour deux
15.15 Duels en familles, le match des régions
16.00 Slam
16.45 Questions pour un champion
17.29 19/20
17.30 Le 18.30
18.00 Journal
19.00 Saveurs de saison
19.20 Samedi d'en rire, la quotidienne
19.50 Tout le sport

1805. Napoléon vint d'être sacré empereur. Au même moment Vidocq est prisonnier sur une galère. Malmené par les gardiens et Dubillard, il réussit à s'évader grâce à la complicité d'un autre détenu, Nathaniel. Quelques années plus tard, Vidocq est à Paris. Il travaille, incognito, comme drapier sur un marché. Mais sa réputation le précède et il est vite reconnu. Arrêté par la police, il propose ses services en échange d'une lettre de grâce.

22.10 Les oubliés de l'atome

4

20.10 Gilberto Gil / Aldo Brizzi : Amor Azul Opéra



11.30 Les Pyjamasques
12.30 Les extras curieux
13.00 Les voyages de Zoé et Milo
13.40 Il était une fois... les explorateurs
14.35 Teen Titans Go !
15.25 Oscar & Malika toujours en retard
16.45 Coop Troop
17.40 Les as de la jungle à la rescousse
18.15 Les Croods
19.05 C'est toujours pas sorcier
19.25 Culturebox l'émission

Quand un compositeur italien contemporain, Aldo Brizzi, rencontre l'un des plus grands noms de la musique brésilienne, Gilberto Gil, pour narrer une histoire d'amour qui court entre les siècles et les continents, cela donne un opéra chanson. "Amor Azul" raconte deux puissantes histoires d'amour nées de deux divines rencontres : Krishna rencontre Radha et l'opéra la musique populaire brésilienne. Ce spectacle a été capté le 13 novembre au Théâtre du Châtelet en attendant la version scénique en 2021/2022.

5

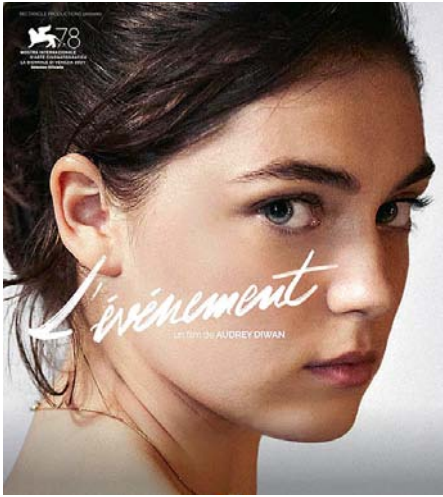
arte

C8

10.10 Jane Goodall et les chimpanzés de Tchimpounga
11.05 Vivre loin du monde
12.00 Dans la forêt d'épines de Madagascar
12.35 Le magazine de la santé
13.35 Consomag
14.30 Caraïbes sauvages, les rivages de la diversité
16.25 L'invité de C dans l'air
16.40 C dans l'air
17.55 C à vous
20.00 Terres extrêmes
21.45 C ce soir
22.55 C dans l'air

10.20 GEO Reportage
12.50 Cuba, l'île bleue : Récifs sous haute surveillance
15.40 Kristos, le dernier enfant
16.35 Cuba, l'île verte : Le paradis en sursis
17.20 Invitation au voyage
18.55 ARTE Regards
19.30 Le dessous des images
19.45 Arte journal
20.05 28 minutes
20.47 Le dessous des cartes : l'essentiel

09.45 TPMP week-end
10.32 TPMP en #TT
11.42 L'éphéméride
11.45 William à midi : première partie
12.38 William à midi
13.16 Inspecteur Barnaby
17.05 L'éphéméride
17.14 Le 6 à 7
17.41 Le 6 à 7 avec Baba
18.39 TPMP : première partie
19.33 Touche pas à mon poste !
20.19 Commissaire Magellan
21.58 L'éphéméride
21.59 Commissaire Magellan



CINE + PREMIER 19.50

L'ÉVÉNEMENT

Acteur: Anamaria Vartolomei, Kacey Mottet-Klein, Luana Bajrami, Louise Orry-Diquéro, Louise Chevillotte

En juillet 1963, Anne Duchesne vient de terminer son année à la faculté de lettres d'Angoulême et passe quelques semaines avec ses parents dans l'Ouest de la France. Fiévreuse et prise de douleurs, la jeune femme consulte un médecin qui lui apprend qu'elle est enceinte. Dévastée par cette nouvelle, Anne, qui veut à tout prix poursuivre ses études, cherche à mettre fin à sa grossesse. Mais l'avortement est interdit et le médecin qu'elle consulte pour l'aider dans sa démarche la rejette.



CINE + FRISSE 19.50

LE DERNIER CHASSEUR DE SORCIÈRES

Acteur: Vin Diesel, Rose Leslie, Elijah Wood, Julie Engelbrecht, Michael

Condamné à la vie éternelle à cause d'une malédiction, Kaulder traque les sorcières qui pratiquent la magie noire et brisent ainsi la trêve établie avec les humains. Epaulé par Dolan, son nouvel assistant, un jeune prêtre, Kaulder découvre qu'un de ses amis a été tué par des sorcières. Il comprend que la guerre est sur le point de reprendre. Pour lutter, il s'adjoint les services de Chloé, une jeune magicienne.



CANAL+ CINEMA 19.58

EO

Acteur: Sandra Drzymalska, Tomasz Organek, Mateusz Kosciukiewicz,...

EO, un âne gris, accompagne Kasandra, une équilibriste, dans un numéro de cirque bien rodé. L'animal tracte également une cariole utilisée par le propriétaire du cirque, jusqu'au jour où un agent gouvernemental vient notifier officiellement le départ de l'âne, au nom d'une nouvelle loi votée sur les possessions animales. EO se retrouve alors dans un haras avant d'être emmené quelque temps plus tard dans une femme en pleine campagne, en compagnie de quelques-uns de ses congénères, qui participent de temps en temps à des activités pédagogiques destinées à des enfants handicapés.

TÉLÉVISION

TF1

20.10 Les randonneuses



Saison 1 - Episode 1 / 6 : Sara

C'est le jour du départ pour six femmes touchées de près ou de loin par le cancer, qui ont décidé de partir en randonnée à l'assaut du Dôme de la Lauze, un sommet de près de 4 000 mètres ! Sara rejoint in extremis Noémie, Patty, Karen, Morgan et Valérie à bord du train. Elle est bouleversée car elle a renversé son mari en partant et ne s'est pas arrêtée. Au camp de base, elles font la connaissance de Tom, leur guide, et de Pablo, qui accompagnera Julien et Jonathan.
22.20 New York Unité Spéciale

6

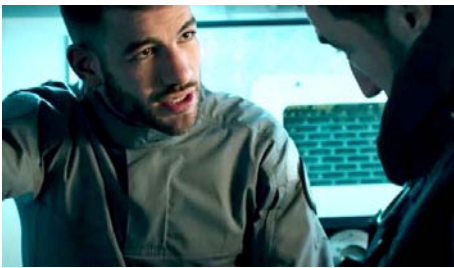
20.10 Mariés au premier regard



Quatorze célibataires - huit hommes et six femmes - participent à une expérience sur la compatibilité amoureuse. Après des mois de tests et d'entretiens, sept couples ont été formés par les experts de l'émission, Estelle Dossin et Gilbert Bou Jaoudé. Parmi eux, Estelle, secrétaire dans l'entreprise de son père et Maximilien, professeur de fitness de 30 ans ou encore Pedro, tapissier décorateur de 40 ans et Jefferson, directeur d'agence en assurance.
22.15 Et si on se rencontrait ?

CANAL+

B.R.I



Saison 1 - Episode 7

Après l'assassinat d'un de ses proches sous ses yeux, Nina Perez désigne le frère de Rachid El Hassani comme étant l'auteur des coups de feu. Convaincu de son innocence, Saïd le prévient pour qu'il puisse s'enfuir. En échange, il livre des informations aidant Socrate sur l'enquête sur un trafiquant de drogue qu'il mène depuis plusieurs semaines.
21.50 Les coulisses d'une création originale
22.00 Hot Ones

PLANETE +

TFX

W9

09.06 Les routes de l'esclavage
12.53 Palais du monde
14.34 La guerre des trônes, la véritable histoire de l'Europe
16.29 Faites entrer l'accusé
18.13 American Pickers, la brocante made in U.S.A.
19.55 Epidémies, une autre histoire
20.50 Le virus dans l'histoire



09.00 Mamans & célèbres
11.00 Une nounou d'enfer
15.00 Mamans & célèbres
17.00 La villa
19.00 Friends
20.00 Petits plats en équilibre
20.05 Appels d'urgence

TFX

09.20 Teen Wolf
12.50 Mon oncle Charlie
18.55 Un gars, une fille
20.10 Crimes

09.30 W9 Hits
11.50 NCIS
15.40 Un dîner presque parfait
18.50 Love Island
20.05 Sister Act: acte 2



22.10 Sister Act



FOUILIS N° 8661

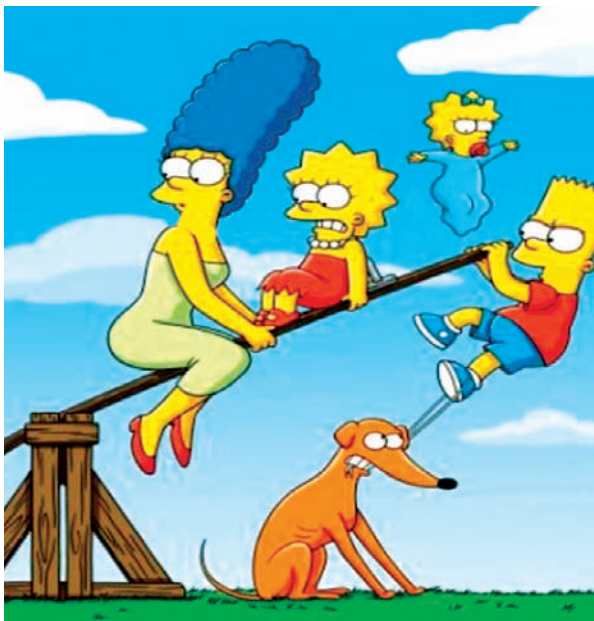
R	E	E	T	I	S	O	V	R	E	N	T	T	T	T
U	P	M	E	R	E	E	T	A	L	O	N	N	N	N
E	A	A	E	O	H	O	T	E	L	I	E	E	E	E
N	I	R	P	U	O	L	A	B	E	T	M	M	M	M
N	S	G	R	T	M	O	T	U	D	A	E	E	E	E
O	S	E	O	I	M	P	O	T	N	R	L	B	S	N
I	I	M	U	L	E	R	U	I	A	E	B	R	S	N
T	R	E	V	E	O	E	Q	A	H	D	A	E	I	O
C	T	N	E	M	E	N	A	R	C	I	E	P	U	I
E	A	T	T	B	U	G	O	T	T	S	R	U	O	T
L	M	E	T	A	N	I	E	R	F	N	G	S	N	I
E	E	N	E	R	O	O	E	O	H	O	A	I	A	D
S	N	D	V	G	I	S	E	P	A	C	G	N	V	N
S	I	R	U	O	S	R	I	T	S	A	E	E	E	O
R	C	E	B	E	E	R	A	P	E	M	R	E	F	C

2	11	4	3	5	3	12	7	10	9
4	6	7	12	11	1	2	10		14
4	9	5	9	6	7	4	9		15
9		3	8			4		11	6
1		1	9	7	13	9	11	8	9
19	1	7		16	7	5	9		8
6	7	9	11	6		9	10	11	8
7		6		9	1	1	9	5	7
8	7	8	9		9	4		2	16
8	6		17	2	11	8	9		9
9	6		18		4		11	1	8
5	7	1	9	11	6	9	8		
9	4	2	10	9	9	8		19	3
1	9		10			8	3	7	4
4	9	1	9	12	6	9	11	8	9

			2	1				
	2	5	4		6		3	
		3	6		8	5	7	9
5				7			8	4
		9					1	

1	I	2	U	3	C	4	E	5	T	6	S
7	N	8	A	9	M	10	R	11	O	12	V
13	G	14	H	15	P	16	D	17	L	18	B
19		20		21		22		23		24	

FOUILLIS N° 8659:
CELIBATAIRE (Ces - Lie - Bas - Taire)



Burkina Faso : 33 personnes tuées dans une attaque terroriste



Trente-trois personnes ont été tuées jeudi dans une attaque terroriste dans le nord-ouest du Burkina Faso, a annoncé le gouverneur de la région de la Boucle du Mouhoun, Bado Pierre Bassinga, samedi dans un communiqué. Jeudi aux environs de 17 heures, le village de Youlou dans le département de Tchérriba, province du Mouhoun, a fait l'objet d'une attaque terroriste « lâche et barbare », indique le communiqué. « Les hommes armés ont pris pour cible de paisibles citoyens s'adonnant à leurs activités de maraîchage au bord du fleuve, causant des pertes en vies humaines », a affirmé le gouverneur, précisant que le bilan provisoire faisait état de 33 morts. Le gouverneur a rassuré les populations que des actions de sécurisation étaient en cours tout en les invitant à redoubler de vigilance et à poursuivre la collaboration avec les forces combattantes. Depuis 2015, le Burkina Faso fait face à des attaques terroristes sur son territoire.

Pakistan: 13 morts lors d'une prise d'otages sur une base de sécurité



Treize personnes ont été tuées au Pakistan au cours d'une nuit d'affrontements entre des troupes paramilitaires attaquées sur leur base et des combattants, dont on ignore l'identité, qui ont pris des familles en otage, a-t-on appris dimanche auprès de l'armée. Des combattants « bien équipés » ont pris d'assaut la base sécuritaire de la ville de Muslim Bagh, dans la province du Baloutchistan (sud-ouest) et ont capturé trois familles dans un immeuble résidentiel, a expliqué l'armée. Les affrontements ont fait rage de vendredi soir à samedi matin, a précisé le service de communication de l'armée (ISPR).

Les six assaillants ont été tués ainsi que six membres des forces de sécurité de l'Etat et un civil, a indiqué l'ISPR. Six autres personnes, dont une femme, ont également été blessées. Aucun groupe n'a immédiatement revendiqué l'attaque, mais les groupes séparatistes de l'ethnie baloutche mènent depuis des décennies une rébellion contre l'Etat dans cette province, prenant souvent pour cible les forces de sécurité.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Somalie : des inondations font 200.000 déplacés



Des inondations dans le centre de la Somalie, provoquées par la crue soudaine d'une rivière, ont fait quelque 200.000 déplacés, a indiqué samedi un responsable régional.

La crue de la rivière Shabelle dans la localité de Beledweyne dans la région de Hiran a forcé des milliers d'habitants à abandonner leurs maisons. « Quelque

200.000 personnes sont maintenant déplacées en raison de la crue soudaine de la rivière Shabelle dans la localité de Beledweyne et leur nombre pourrait augmenter », a déclaré le gouverneur adjoint pour les Affaires sociales dans la région de Hiran, Ali Osman Hussein.

« Nous faisons tout ce que nous pouvons pour aider ceux qui

sont touchés », a-t-il dit. Le gouverneur adjoint de la région Hassan Ibrahim Abdulle avait indiqué vendredi que « trois personnes avaient été tuées par les inondations ». La Corne de l'Afrique est l'une des régions les plus vulnérables au changement climatique avec des crises de plus en plus fréquentes et intenses.

RDCongo : 11 personnes tuées par des miliciens dans l'Ouest



Au moins onze personnes ont été tuées dans une attaque menée par des miliciens dans l'ouest de la République démocratique du Congo, une région en proie à des violences communautaires où un couvre-feu a été instauré, ont annoncé samedi des responsables. Des miliciens « Mobondo » ont attaqué vendredi soir le village de Batshongo dans la province du Kwango, a dit le porte-parole de la province Adelar Nkisi, en référence à une milice de la communauté Yaka. M. Nkisi a dans un premier temps indiqué que cinq personnes - deux soldats, un policier et deux civils - avaient été tuées dans l'attaque. Plus tard dans la journée, il a indiqué que le bilan était monté à onze morts. Les heurts à Batshongo se sont poursuivis samedi à Mongata, un village à quelque 8 km plus à l'ouest. M. Nkisi a ajouté que les autorités de Kwango ont instauré un couvre-feu à partir de 20H00 locales samedi jusqu'à dimanche matin. Symphorien Kwengo, un responsable de la société civile de Kwango, a pour sa part donné un bilan plus lourd : selon lui, huit personnes ont été tuées à Batshongo et 11 à Mongata.

Rwanda : 135 morts suite à des inondations et glissements de terrain



Au moins 135 personnes sont mortes et une autre est toujours portée disparue suite aux récents inondations et glissements de terrain dans certaines régions du Rwanda, a déclaré le gouvernement samedi. « Quelque 110 personnes ont été blessées dans les catastrophes et 13 sont toujours soignées dans des établissements de santé », a indiqué le ministre chargé de la gestion des urgences dans sa dernière mise à jour, ajoutant que plus de 20.000 personnes ont été déplacées après la destruction de 5.963 maisons dans différentes provinces du pays, et qu'elles sont hébergées dans 83 sites temporaires. Le ministère a précisé que 20 routes nationales, 12 centrales électriques et 8 stations d'épuration ont également été détruites. Le gouvernement avait précédemment fait savoir que 131 personnes avaient été tuées, 94 autres blessées et environ 9.000 autres déplacées après les catastrophes provoquées par de fortes pluies qui ont frappé les provinces de l'ouest, du nord et du sud du Rwanda les 2 et 3 mai.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

LES DISCOURS DES SAVANTS

Il nous arrive souvent de regretter de prêter l'oreille à des savants prolixes dans l'étalage de leur savoir et décidés à sortir de l'anonymat. La reconnaissance est parfois recherchée par un bavardage nourri et par des interpellations à la limite de la provocation dont nous n'avons nullement besoin. Les sujets ne manquent pas en ce moment et la cascade des événements désagréables offre une infinie liste d'explications savantes pour alourdir notre désarroi déjà pesant.

Dans les nombreuses coulées langagières, tout le monde y va sans prudence et sans retenue. Le thème du réchauffement climatique est pétri à volonté pour laisser entrevoir que la fin du monde est arrivée. Tout y est pour démontrer que la terre a décidé de cesser de tourner. Les oura-

gans, la sécheresse, les volcans, les inondations, le terrorisme, l'errance humaine, les migrations et jusqu'à l'invasion du moustique tigre que l'on dit porteur de virus inconnus, figurent dans la panoplie des commentaires pour que la perfusion de la dépression humaine se fasse et s'installe dans la durée.

Mais à déblayer les souvenirs noirs du temps passé, on se remémore que l'on était, de tout temps, aux prises avec les coups de fouet et les effets néfastes de la nature revêche. L'acheminement des mauvaises nouvelles, des drames et des catastrophes parvenaient cependant à la

connaissance à pas très lents ou se perdaient en route pour se diluer. Depuis le temps s'est rétréci par la fulgurante puissance de la révolution de la communication. Tout en imprimant le progrès dans de multiples domaines, l'avancée phénoménale des technologies a aussi rapproché l'homme des méfaits.

Avec une rapidité insoupçonnée et inattendue, il est devenu malgré lui un réceptacle du bon et du mauvais souvent incapable d'évaluer avec justesse les grands et les petits événements.

Il oublie que les catastrophes et les tragédies ont été monnaie courante dans le lointain et proche passé et que le monde n'a jamais été un paradis. Alors il se laisse guetter par la déprime que renforcent les discours des savants.